



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada

Canada



Rapport sur les résultats ministériels

2024-2025



ISSN: 2561-2190

This document is also available in English under the title: *2024-25 Departmental Results Report*

Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission d'Affaires mondiales Canada.

Pour plus d'informations, contactez :

Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa ON K1A 0G2
Canada

Téléphone :

1-800-267-8376 (sans frais au Canada)

613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de la parole et utilisez un téléscripteur, vous pouvez accéder au service ATS de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le numéro 613-944-9136 (au Canada seulement).

Site Web : www.international.gc.ca

Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Affaires étrangères, 2025

N° de cat. FR2-25F-PDF

Rapport sur les résultats ministériels 2024-2025 d’Affaires mondiales Canada

Table des matières

- [En un coup d’œil](#)
- [Message des ministres](#)
- [Résultats : Nos réalisations](#)
 - [Responsabilité essentielle 1 : Diplomatie et défense des intérêts à l’échelle internationale](#)
 - [Responsabilité essentielle 2 : Commerce et investissement](#)
 - [Responsabilité essentielle 3 : Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité](#)
 - [Responsabilité essentielle 4 : Aide aux Canadiens à l’étranger](#)
 - [Responsabilité essentielle 5 : Soutien à la présence du Canada à l’étranger](#)
 - [Services internes](#)
- [Dépenses et ressources humaines](#)
 - [Dépenses](#)
 - [Financement](#)
 - [Faits saillants des états financiers](#)
 - [Ressources humaines](#)
- [Tableaux de renseignements supplémentaires](#)
- [Dépenses fiscales fédérales](#)
- [Renseignements ministériels](#)
- [Définitions](#)

En un coup d’œil

Le présent rapport sur les résultats ministériels présente les réalisations réelles d’Affaires mondiales Canada par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans son [Plan ministériel pour 2024-2025](#).

- [Vision, mission, raison d’être et contexte opérationnel](#)

Principales priorités

Affaires mondiales Canada a cerné les principales priorités suivantes pour 2024-2025 :

1. Façonner le système international fondé sur des règles et promouvoir la démocratie et les droits de la personne
 - Continuer à travailler avec des partenaires pour favoriser un système international juste, efficace et responsable, fondé sur des règles, et défendre ses principes fondamentaux, dont la souveraineté, l’indépendance et l’intégrité territoriale des États.
 - Renforcer la participation et la présence du Canada dans le système des Nations Unies et œuvrer à la réalisation d’objectifs communs au sein d’institutions mondiales et régionales.

- Promouvoir la démocratie et les droits de la personne dans toutes les activités, et élaborer et prendre des mesures collectives contre les cybermenaces, l'ingérence étrangère et les violations flagrantes des droits de la personne, notamment par la prise de sanctions.
 - S'appuyer sur le rôle de chef de file constructif joué par le Canada en tant que président du G7 en 2025, membre du G20, le pays étant parmi les 10 principaux fournisseurs d'aide au développement et donateur de fonds et de programmes des Nations Unies.
 - Contribuer à la paix et à la sécurité internationales et les promouvoir, notamment dans le cadre de l'OTAN et d'autres activités avec les alliés, les partenaires et les organisations internationales, et continuer à appuyer les opérations de paix de l'ONU, la prévention des conflits et la consolidation de la paix.
2. Promouvoir les intérêts du Canada par un dialogue renforcé à l'échelle mondiale
- Approfondir les partenariats du Canada avec ses alliés les plus proches et continuer à promouvoir un large éventail de relations avec des partenaires nouveaux et existants.
 - Il s'agit notamment de renforcer le partenariat du Canada avec les États-Unis, de resserrer les liens avec les pays de la région indo-pacifique, de soutenir la souveraineté et le rétablissement de l'Ukraine et de demander des comptes à la Russie, de défendre les intérêts du Canada dans l'Arctique, d'approfondir notre partenariat stratégique avec l'UE et de s'engager à promouvoir les conditions de la paix et de la prospérité au Moyen-Orient.
 - Renforcer la capacité diplomatique du Canada, notamment par l'intermédiaire de l'initiative de transformation d'AMC, afin de relever les défis mondiaux et de promouvoir les intérêts du Canada.
 - Accroître la collaboration avec les partenaires, les organisations et les entreprises du Canada dans le cadre des activités diplomatiques, commerciales, de développement et consulaires du ministère.
3. Soutenir les exportateurs canadiens et le commerce fondé sur des règles
- Proposer des services et un soutien amélioré aux entreprises et aux innovateurs canadiens qui cherchent à tirer parti des débouchés et des partenariats internationaux, notamment des initiatives qui favorisent une représentation diversifiée au sein de la communauté exportatrice canadienne et qui encouragent une conduite responsable des affaires à l'étranger.
 - Chercher à attirer des investissements directs étrangers et à élaborer une stratégie internationale en matière d'éducation en vue de répondre aux besoins de l'économie canadienne.
 - Encourager la diversification des relations économiques et commerciales du Canada, notamment en cherchant à conclure des accords de libre-échange et à les mettre en œuvre d'une manière qui profite aux consommateurs et aux entreprises du Canada.

- Travailler avec divers partenaires internationaux pour promouvoir un commerce ouvert et fondé sur des règles, et pour lutter contre le protectionnisme, les pratiques commerciales déloyales et la coercition économique dans le monde.
- Promouvoir le rôle de chef de file et l'engagement du Canada à l'échelle mondiale sur des enjeux importants, notamment la transition écologique, les minéraux essentiels et la résilience des chaînes d'approvisionnement.

4. Éradiquer la pauvreté

- Poursuivre les efforts visant à éradiquer la pauvreté, à faire respecter les droits de la personne et à promouvoir le développement durable, conformément à la Politique d'aide internationale féministe et au Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies.
- Respecter les engagements du Canada en matière d'égalité des genres.
- Continuer à appuyer les solutions africaines en matière de paix et de sécurité en respectant les engagements du Canada envers l'Afrique subsaharienne.
- Transformer les processus de subventions et de contributions du Ministère afin d'améliorer la façon dont l'aide internationale du Canada est gérée et fournie.

Faits saillants pour Affaires mondiales Canada en 2024-2025

- Total des dépenses réelles (y compris les services internes) : 9 044 090 743 \$
- Personnel équivalent temps plein total (y compris les services internes) : 13 185

Pour tout savoir sur les dépenses totales et les ressources humaines d'Affaires mondiales Canada, veuillez consulter la [section Dépenses et ressources humaines](#) de son rapport complet sur les résultats ministériels.

Sommaire des résultats

Voici un résumé des résultats atteints par le ministère en 2024-2025 dans ses principaux secteurs d'activité, appelés « responsabilités essentielles ».

Responsabilité essentielle 1 : Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale

Dépenses réelles : 1 076 218 617 \$

Personnel équivalent temps plein réel : 2 616

Résumer les résultats obtenus pour cette responsabilité essentielle

- AMC a entamé la présidence canadienne du G7 2025 en tirant parti de son leadership et de sa présence sur la scène mondiale pour promouvoir les valeurs et les intérêts du Canada et répondre aux préoccupations entourant les répercussions économiques des politiques et des pratiques contraires au marché. Plus de 300 rencontres pancanadiennes avec des partenaires et des intervenants nationaux ont contribué à préciser les priorités du Canada pour le G7.
- AMC a collaboré avec des partenaires internationaux pour répondre à l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie dans le cadre de sanctions coordonnées, de sommets de la paix – à la fois

en tant que participant et organisateur – et d’efforts humanitaires, en travaillant notamment au retour et à la réintégration des personnes déplacées. AMC a contribué à des initiatives juridiques internationales, notamment la création du tribunal spécial pour le crime d’agression contre l’Ukraine, et a déployé des experts pour aider l’Ukraine à documenter les violations des droits de la personne.

- En réponse au conflit entre Israël et le Hamas, le Canada a réclamé un cessez-le-feu immédiat, la libération inconditionnelle des otages et un accès humanitaire sans entrave à Gaza, en plus d’imposer des sanctions en vertu de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*. Le soutien d’AMC aux activités de déminage à Gaza a permis de déployer des experts en explosifs pour protéger les convois humanitaires de l’ONU, assurer l’acheminement sécuritaire de l’aide et sensibiliser les populations locales aux risques.
- À la suite des élections générales aux États-Unis et de l’introduction subséquente de droits de douane injustifiés, AMC a travaillé avec certains partenaires et intervenants pour préparer une réponse forte et mesurée, notamment sous la forme de contre-mesures tarifaires, d’une mobilisation publique ciblée et d’une diversification de ses partenaires commerciaux. AMC a utilisé ses canaux diplomatiques pour organiser plus de 40 visites d’Équipe Canada aux États-Unis et a pu communiquer des messages coordonnés à des millions d’Américains et de Canadiens dans le cadre de 105 interventions médiatiques.
- AMC a accru son influence dans la région de l’Indo-Pacifique en concluant d’importants accords dans les secteurs de la défense et du renseignement avec le Japon, les Philippines et la République de Corée. Le Ministère a également renforcé les partenariats stratégiques dans la région en coprésidant les discussions sur la cybersécurité au sein de l’Association des Nations de l’Asie du Sud-Est (ANASE) et en faisant progresser les priorités politiques et économiques communes dans le cadre de rencontres de haut niveau.

Pour en savoir davantage sur [Diplomatie et défense des intérêts à l’échelle internationale](#) d’Affaires mondiales Canada, veuillez consulter la section Résultats : Nos réalisations de son rapport sur les résultats ministériels.

Responsabilité essentielle 2 : Commerce et investissement

Dépenses réelles : 377 020 446 \$

Personnel équivalent temps plein réel : 2 127

Résumer les résultats obtenus pour cette responsabilité essentielle

- En réponse aux défis commerciaux complexes découlant de l’Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM), AMC a défendu l’accès au marché pour des secteurs clés tels que l’acier, l’aluminium, l’automobile et le bois d’œuvre, notamment en entamant des procédures judiciaires en vertu de l’ACEUM devant l’Organisation mondiale du commerce (OMC) et devant les tribunaux américains.
- AMC a poursuivi ses efforts de diversification commerciale en réponse à l’évolution du commerce mondiale et aux perturbations de la chaîne d’approvisionnement, concluant les négociations sur l’Accord de partenariat économique global entre le Canada et l’Indonésie et faisant progresser les accords de libre-échange avec l’Équateur, l’Union européenne et l’Ukraine.

- AMC a renforcé ses liens commerciaux avec la région de l'Indo-Pacifique grâce aux missions commerciales d'Équipe Canada et à un programme CanExport élargi, qui ont permis à plus de 450 entreprises canadiennes de tisser des liens avec des partenaires régionaux dans le cadre de 2 500 réunions interentreprises, de générer 25 millions de dollars de revenus confirmés et d'établir 104 partenariats stratégiques.
- Afin d'aider les exportateurs et les innovateurs canadiens à s'orienter dans un paysage mondial complexe, le Service des délégués commerciaux (SDC) d'AMC a fourni plus de 59 000 services à quelque 11 000 entreprises, facilité de nouvelles transactions d'une valeur de 6,1 milliards de dollars et aidé plus de 1 700 petites et moyennes entreprises (PME) à percer 113 nouveaux marchés. Le SDC s'est également attaqué aux obstacles au commerce mondial pour les groupes sous-représentés en appuyant des initiatives de développement du commerce international en partenariat avec l'Inuit Development Corporation Association et en aidant plus de 900 entreprises détenues par des femmes à prendre de l'expansion à l'échelle mondiale.
- Dans un contexte d'incertitude économique mondiale, de tensions géopolitiques et d'évolution de la dynamique commerciale, le Canada a attiré 85,5 milliards de dollars d'investissements directs étrangers – le deuxième niveau le plus élevé de son histoire – qui ont créé de nouveaux débouchés, stimulé le développement économique, généré des innovations et introduit de nouvelles idées au Canada.

Pour en savoir davantage sur [Commerce et investissement](#) d'Affaires mondiales Canada, veuillez consulter la section Résultats : Nos réalisations de son rapport sur les résultats ministériels.

Responsabilité essentielle 3 : Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité
Dépenses réelles : 5 765 194 457 \$

Personnel équivalent temps plein réel : 1 192

Résumer les résultats obtenus pour cette responsabilité essentielle

- AMC a répondu aux crises humanitaires causées par des conflits et des catastrophes naturelles, en s'attaquant aux déplacements forcés, à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition et à l'accès limité aux produits de première nécessité pour les populations vulnérables du monde entier. Il a notamment aidé le Programme alimentaire mondial à venir en aide à 124 millions de personnes, aidé l'UNICEF à traiter plus de 109 millions d'enfants souffrant de malnutrition et contribué à offrir une aide d'urgence à des millions de personnes dans les régions touchées par des conflits et des catastrophes. Dans le cadre de partenariats avec la Croix-Rouge, l'Organisation internationale pour les migrations et d'autres organisations, AMC a fourni de la nourriture, des soins de santé et des abris vitaux, notamment au Bangladesh, dans les Caraïbes, en Haïti, au Soudan, en Cisjordanie et à Gaza, aidant ainsi à contribuer à un monde plus sûr et plus prospère, et à permettre à AMC de se présenter en tant que partenaire fiable pour répondre aux défis mondiaux.
- AMC a contribué à répondre aux défis de santé mondiaux, dont l'accès limité aux services de santé sexuelle et reproductive, la malnutrition et la propagation des maladies infectieuses, en aidant plus de 6 millions de personnes à risque et touchées par la crise au Myanmar et en fournissant des services de santé essentiels à près de 190 000 personnes dans les communautés afghanes isolées. AMC a également contribué à l'achat de vaccins pour 1,7 million d'enfants et

6,1 millions de femmes en Afghanistan, démontrant ainsi son engagement envers des programmes de santé mondiale inclusifs et favorisant l'égalité des genres.

- AMC a fait progresser l'égalité des genres dans le travail de soins rémunéré et non rémunéré en soutenant des initiatives qui ont permis de former plus de 1 500 travailleurs domestiques au Pérou et mobilisé plus de 2 600 personnes au Vietnam pour promouvoir le partage des responsabilités dans la prestation de soins, tout en réduisant le fardeau des soins non rémunérés et en améliorant les possibilités de revenus pour les femmes. En Colombie, AMC a contribué à l'élaboration et au lancement d'une politique nationale encadrant les soins, qui vise à réduire les inégalités et à transformer le regard de la société sur la prestation de soins.
- Le Ministère a continué de faire progresser les efforts du Canada en matière d'atténuation aux changements climatiques et d'adaptation à l'échelle internationale, notamment en aidant à lancer le premier projet d'énergie solaire flottante dirigé par le secteur privé au Vietnam, qui alimente 7 300 foyers chaque année, et en élargissant la couverture de l'assurance contre les risques climatiques à 131 627 personnes dans les Caraïbes après le passage de l'ouragan Beryl. En Haïti, AMC a aidé 5 450 agriculteurs à adopter des pratiques adaptées au climat, en augmentant les rendements des cultures et en séquestrant 3 700 tonnes de dioxyde de carbone.
- Le Ministère a appuyé des initiatives de prévention, de détection et d'intervention pour lutter contre la criminalité et le terrorisme, y compris des interventions menées par l'intermédiaire des Nations Unies, du G7 et du G20, contribuant à promouvoir et à protéger les intérêts du Canada au sein des forums multilatéraux. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, AMC a contribué à améliorer l'efficacité des enquêtes sur le terrorisme, la sécurité des frontières et la coopération régionale, ce qui s'est traduit par 28 000 millions de recoupements avec les bases de données d'INTERPOL, 99 correspondances liées au terrorisme, 115 arrestations, la saisie de plus de 3 000 kg de cocaïne et le démantèlement de multiples réseaux criminels liés au trafic d'armes à feu illicites, de drogues et de véhicules volés.

Pour en savoir davantage sur [Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité](#) d'Affaires mondiales Canada, veuillez consulter la section Résultats : Nos réalisations de son rapport sur les résultats ministériels.

Responsabilité essentielle 4 : Aide aux Canadiens à l'étranger

Dépenses réelles : 115 256 540 \$

Personnel équivalent temps plein réel : 587

Résumer les résultats obtenus pour cette responsabilité essentielle

- AMC a renforcé la sécurité des voyages en publiant 1 703 conseils et avertissements aux voyageurs et 320 messages par l'intermédiaire du service d'inscription des Canadiens à l'étranger. Le Ministère a également lancé des campagnes ciblant les groupes vulnérables, mis à jour des conseils sur les destinations à haut risque, publié des articles mensuels sur la sécurité en voyage, distribué plus de 56 000 documents de sensibilisation et partagé plus de 3 300 messages sur les médias sociaux à propos des risques et des exigences associés au voyage.
- Par l'intermédiaire du site [voyage.gc.ca](#) et du Centre de surveillance et d'intervention d'urgence, AMC a fourni des conseils de voyage et une aide d'urgence en temps réel, répondant à plus de 232 000 demandes de renseignements du public. Le Ministère a reçu plus de 27 millions de

visites sur son site Web, un niveau qui dépasse les seuils prépandémiques. Lors d'urgences mondiales comme la crise au Liban, AMC a renforcé la sensibilisation en publiant du contenu multilingue, en collaborant avec d'autres ministères et en attirant plus de 13 000 visites sur sa page Web consacrée aux situations d'urgence.

- Le Ministère a fourni des services consulaires de haute qualité aux Canadiens à l'étranger, délivrant plus de 271 000 passeports et services de routine, et gérant plus de 7 200 cas urgents, notamment 255 cas de victimes d'agression, 740 cas liés à l'enfance et à la famille, 1 085 urgences médicales et 1 640 arrestations et détentions. AMC a également accordé la priorité à l'aide aux groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les Autochtones et les membres de la communauté 2ELGBTQI+.
- AMC a renforcé la coopération internationale dans le domaine de la sécurité en signant des protocoles d'entente avec le Groupe des cinq et la France afin d'officialiser la collaboration dans la planification d'urgence, la gestion des crises internationales et la coordination consulaire. AMC a également travaillé avec des partenaires tels que l'Union européenne, la Norvège et les Pays-Bas pour partager les pratiques exemplaires et poursuivre la modernisation des services consulaires.

Pour en savoir davantage sur [Aide aux Canadiens à l'étranger](#) d'Affaires mondiales Canada, veuillez consulter la section Résultats : Nos réalisations de son rapport sur les résultats ministériels.

Responsabilité essentielle 5 : Soutien à la présence du Canada à l'étranger

Dépenses réelles : 1 327 570 601 \$

Personnel équivalent temps plein réel : 4 681

Résumer les résultats obtenus pour cette responsabilité essentielle

- AMC a amélioré son soutien aux employés à l'étranger en mettant à jour son cadre stratégique et les avantages des employés recrutés sur place (ERP) : il a modernisé la totalité des régimes médicaux dans 24 pays et introduit une composante d'assurance-vie dans le Plan médical régional africain afin de mieux s'arrimer aux normes internationales entourant la couverture des soins de santé. Le Ministère a également mis en œuvre trois nouveaux instruments politiques pour renforcer les pratiques de recrutement et améliorer sa compétitivité mondiale en tant qu'employeur.
- AMC a amélioré les services offerts aux Canadiens en déployant de nouveaux outils numériques, notamment une solution pour le traitement des demandes d'authentification, et en élargissant le modèle de mission virtuelle à 123 emplacements dans le monde. Le Ministère a également tiré parti de l'analytique avancée et de l'intelligence artificielle pour améliorer l'efficacité opérationnelle, notamment en rationalisant la réponse aux crises grâce à une plateforme automatisée de gestion des paiements de transport de départ.
- AMC a amélioré sa méthodologie d'évaluation de l'état des biens immobiliers appartenant à l'État et a évalué environ 697 immeubles dans 50 missions afin de déterminer les investissements à prioriser et d'appuyer la prise de décisions fondées sur des données probantes. Le Ministère a également fait progresser ses objectifs de développement durable en procédant à des vérifications de la gestion de l'eau, de l'énergie et des déchets, et à des

évaluations des risques climatiques, en plus d’obtenir 14 certifications de bâtiments écologiques, qui visent à optimiser les infrastructures pour la santé et le bien-être.

- Le Ministère a effectué 46 visites d’évaluation de la vulnérabilité dans l’ensemble de son réseau mondial de missions afin de déterminer les risques de sécurité critiques et de recommander des mesures d’atténuation ciblées dans le cadre de ses projets immobiliers axés sur la sécurité. Il a également mis à niveau l’infrastructure des technologies de l’information (TI) et les ressources de cybersécurité, en améliorant les protocoles de signalement, en adoptant des systèmes infonuagiques et en renforçant la protection des renseignements sensibles et les délais de réponse aux incidents dans les missions à risque élevé ou critique.

Pour en savoir davantage sur [Soutien à la présence du Canada à l’étranger](#) d’Affaires mondiales Canada, veuillez consulter la section Résultats : Nos réalisations de son rapport sur les résultats ministériels.

Message des ministres

Au cours de l’exercice financier 2024 à 2025, Affaires mondiales Canada (AMC) a adopté une approche mûrement réfléchie et fondée sur des principes afin de promouvoir et de protéger les intérêts du Canada, et ce, dans un contexte marqué par une instabilité mondiale accrue et des circonstances en constante évolution à l’échelle internationale — notamment des conflits armés, des relations commerciales complexes et la diplomatie qui en découle, ainsi que notre réponse humanitaire à toute une série de crises. Cette approche a permis au Canada de demeurer un partenaire fiable et une voix respectée sur la scène internationale.

Dans un monde plus divisé et plus dangereux, où les risques géopolitiques sont accrus, nous nous sommes efforcés de renforcer notre collaboration avec nos alliés et nos nouveaux partenaires commerciaux. Tous les regards étaient tournés vers la présidence canadienne du G7 en 2025, laquelle reposait sur des bases solides en matière de leadership et de mobilisation. AMC a organisé plus de 300 activités au pays en vue d’orienter les priorités dans le cadre du G7, soit protéger nos collectivités et le monde, consolider la sécurité énergétique et établir des partenariats pour l’avenir. La paix et la stabilité figuraient en tête de notre programme du G7, et nous avons joué un rôle de premier plan pour plaider en faveur d’un domaine maritime libre, ouvert et sûr, fondé sur l’état de droit, en réponse à la concurrence stratégique croissante dans la mer Rouge, les mers de Chine méridionale et de Chine orientale, et le détroit de Taïwan.

Tout au long de l’année, nous avons collaboré avec nos partenaires et parties prenantes afin de répondre de manière forte et mesurée aux droits de douane injustifiés imposés par les États-Unis. En plus des contre-mesures tarifaires, le gouvernement du Canada a redoublé d’efforts en matière de mobilisation du public et de diversification commerciale dans le cadre de ses interventions. Nous avons répondu aux défis complexes posés par l’Accord Canada–États-Unis–Mexique en défendant l’accès aux marchés pour plusieurs secteurs névralgiques, notamment l’acier, l’aluminium, l’automobile et le bois d’œuvre résineux.

Alors que l’évolution rapide de la dynamique commerciale et les perturbations des chaînes d’approvisionnement continuent de poser des défis, le Canada a fait la promotion des accords de libre-échange avec l’Ukraine, l’Équateur et l’Union européenne, et a finalisé les négociations sur l’Accord de partenariat économique global entre le Canada et l’Indonésie. Ces accords élargissent les possibilités

pour les entreprises canadiennes tout en renforçant notre engagement envers le commerce fondé sur des règles.

Afin de soutenir les exportateurs et les innovateurs canadiens, notre Service des délégués commerciaux a aidé plus de 11 000 entreprises et contribué à la conclusion de nouveaux contrats d'une valeur de 6,1 milliards de dollars. Malgré les défis mondiaux et l'incertitude entourant l'économie, les tensions géopolitiques et l'évolution de la dynamique commerciale, le Canada a attiré 85,5 milliards de dollars d'investissement direct étranger, soit le deuxième niveau le plus élevé de son histoire. Tout cela crée des possibilités, stimule le développement économique et expose le Canada aux plus récentes innovations.

Nous avons poursuivi notre collaboration avec nos partenaires internationaux en réponse à l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie, notamment au moyen de sanctions coordonnées, d'efforts humanitaires et d'un soutien à la visite du premier ministre Carney à Kyiv à l'occasion du Jour de l'indépendance de l'Ukraine, au cours de laquelle lui et le président Volodymyr Zelenskyy ont appelé à un cessez-le-feu immédiat, complet et inconditionnel. De plus, nous avons appuyé la coprésidence du Canada, avec l'Ukraine, de la Coalition internationale pour le rapatriement des enfants ukrainiens, car aucun enfant ne devrait être un pion dans une guerre.

Le Canada a appelé à un cessez-le-feu immédiat dans le conflit entre Israël et le Hamas, exprimant son soutien continu à la solution à deux États. Nous avons demandé la libération inconditionnelle de tous les otages, condamné la destruction des infrastructures civiles et l'assassinat de travailleurs humanitaires et de professionnels de la santé, et exigé un accès humanitaire sans entrave à Gaza. Le Canada a engagé plus de 400 millions de dollars en aide internationale depuis le début du conflit actuel, dont plus de 270 millions de dollars en aide humanitaire pour répondre aux besoins urgents et vitaux. Le Canada a également imposé des sanctions en vertu de la Loi sur les mesures économiques spéciales en raison de la violence extrémiste de colons contre les civils palestiniens et leurs biens.

Les catastrophes naturelles et les conflits continuent de provoquer des crises humanitaires partout dans le monde à cause des déplacements forcés, de l'insécurité alimentaire et d'autres facteurs. Nos partenariats avec des organisations telles que la Croix-Rouge, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés et la Coalition humanitaire contribuent à fournir de la nourriture, des soins de santé et des abris essentiels dans de nombreuses régions. Le Canada a également appuyé le Programme alimentaire mondial pour qu'il vienne en aide à près de 125 millions de personnes, et a collaboré avec l'UNICEF pour traiter plus de 109 millions d'enfants souffrant de malnutrition et acheminer une aide d'urgence à des millions d'autres dans les régions touchées. Grâce à son engagement de 5,3 milliards de dollars pour financer la lutte aux changements climatiques, le Canada travaille avec les collectivités locales, les organisations multilatérales et les organisations non gouvernementales (ONG) canadiennes pour renforcer l'action contre les changements climatiques et protéger la biodiversité dans le monde entier.

Le Ministère a maintenu son engagement envers des programmes de santé mondiaux inclusifs et qui tiennent compte des questions de genre, et s'est efforcé de relever les défis à l'échelle mondiale en matière de santé, comme l'accès limité aux services de santé sexuelle et reproductive, la nutrition et la prévention des maladies infectieuses.

Au cours du dernier exercice financier, AMC a renforcé la sécurité des Canadiens qui voyage en publiant plus de 1 700 avis aux voyageurs et plus de 300 messages par l'intermédiaire du service d'Inscription des

Canadiens à l'étranger. Nous avons fourni des conseils de voyage en temps réel et de l'aide d'urgence au moyen du site voyage.gc.ca et du Centre de surveillance et d'intervention d'urgence. AMC a répondu à plus de 232 000 demandes de renseignements du public et a enregistré plus de 27 millions de visites sur son site Web, ce qui dépasse les niveaux d'avant la pandémie.

Ces efforts ont été soutenus par les 13 185 employés d'AMC tout au long du dernier exercice. Pour veiller à ce que notre personnel à l'étranger dispose du soutien nécessaire pour mener à bien nos ambitieux projets, nous avons mis à jour le cadre stratégique et les avantages sociaux du personnel recruté sur place et modernisé les régimes médicaux dans 24 pays. Nous avons également raffermi nos processus de dotation en personnel afin d'améliorer la compétitivité internationale d'AMC en tant qu'employeur de choix.

Malgré les défis découlant d'un contexte international en constante évolution, AMC est déterminé à favoriser une approche rigoureuse et constructive pour relever les défis afin de bâtir un Canada encore plus fort.

Pour un examen plus exhaustif de nos résultats au cours du dernier exercice financier, nous vous invitons à lire le plus récent Rapport sur les résultats ministériels d'Affaires mondiales Canada.



L'honorable
Anita Anand

Ministre des Affaires
étrangères



L'honorable
Maninder Sidhu

Ministre du
Commerce
international



L'honorable
Dominic LeBlanc

Président du Conseil
privé du Roi pour le
Canada et ministre
responsable du
Commerce Canada–
États-Unis, des Affaires
intergouvernementales,
du Commerce intérieur
et de l'Unité de
l'économie Canadienne



L'honorable
Randeep Sarai

Secrétaire d'État
(Développement
international)

Résultats : Nos réalisations

Responsabilités essentielles et services internes

- Responsabilité essentielle 1 : Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale
- Responsabilité essentielle 2 : Commerce et investissement
- Responsabilité essentielle 3 : Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité
- Responsabilité essentielle 4 : Aide aux Canadiens à l'étranger
- Responsabilité essentielle 5 : Soutien à la présence du Canada à l'étranger
- Services internes

Responsabilité essentielle 1 : Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale

Dans la présente section

- Description
- Répercussions sur la qualité de vie
- Progrès à l'égard des résultats
- Renseignements sur les résultats
- Principaux risques
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Priorités gouvernementales connexes
- Répertoire des programmes

Description

Affaires mondiales Canada fait valoir les intérêts et les valeurs du Canada grâce à l'élaboration de politiques, la diplomatie, la défense des intérêts et une mobilisation efficace.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux indicateurs « Confiance à l'égard des institutions » et « Autodétermination autochtone » dans le domaine « Saine gouvernance » du [Cadre de qualité de vie pour le Canada](#).

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 1 : Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale.

Tableau 1 : Le Canada noue et entretient des relations constructives qui contribuent à l'avancement des intérêts du Canada.

Le tableau 1 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à « Le Canada noue et entretient des relations constructives qui contribuent à l'avancement des intérêts du Canada » au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage de campagnes de défense des intérêts qui ont permis d'atteindre les objectifs fixés	75 % ¹	31 mars 2025	2022–2023 : 80 % 2023–2024 : 100 % 2024–2025 : 100 %
Pourcentage des activités diplomatiques qui ont permis d'atteindre les objectifs fixés	72 %	31 mars 2025	2022–2023 : 81 % 2023–2024 : 81 % 2024–2025 : 83 %
Nombre d'engagements internationaux dans le cadre desquels le Canada a collaboré avec des partenaires afin de résoudre des enjeux stratégiques en matière de paix et de sécurité	S/O	S/O	2022–2023 : 19 2023–2024 : 34 2024–2025 : 17

Tableau 2 : Le leadership du Canada en matière d'enjeux mondiaux contribue à créer un monde juste et inclusif.

Le tableau 2 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à « Le leadership du Canada en matière d'enjeux mondiaux contribue à créer un monde juste et inclusif » au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Nombre d'influenceurs et de décideurs atteints dans le cadre des événements organisés par le Canada, y compris des événements concernant le renforcement du pouvoir et les droits des femmes et l'égalité entre les genres	24 500	31 mars 2025	2022–2023 : 43 671 2023–2024 : 45 562 2024–2025 : 54 225
Pourcentage des propositions du Canada présentées par le truchement d'organisations internationales et régionales qui ont été acceptées	80 %	31 mars 2025	2022–2023 : 100 % 2023–2024 : 100 % 2024–2025 : 100 %

¹ Les cibles de planification ont été déterminées à l'automne 2023 pour le Plan ministériel de 2024-2025.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Nombre de Canadiens qui occupent des postes clés dans les organisations internationales	25	31 mars 2025	2022–2023 : 28 2023–2024 : 56 2024–2025 : 13 ²

Tableau 3 : Le Canada contribue à l'édification d'organisations internationales solides et au respect du droit international.

Le tableau 3 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à « Le Canada contribue à l'édification d'organisations internationales solides et au respect du droit international » au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage d'organisations, dont le Canada est membre, qui ont reçu une note positive à l'issue d'une évaluation indépendante	75 %	31 mars 2025	2022–2023 : 100 % 2023–2024 : 86 % 2024–2025 : 80 %
Mesure dans laquelle les positions du Canada relatives aux enjeux de droit international sont reflétées dans les résultats des discussions, tels que les accords, les ententes et les résolutions	85 %	31 mars 2025	2022–2023 : 85 % 2023–2024 : 85 % 2024–2025 : 85 %
Nombre d'actions menées ou soutenues par le Canada qui appuient un respect accru du droit international	11 400	31 mars 2025	2022–2023 : 31 064 2023–2024 : 30 770 2024–2025 : 26 299

Tableau 4 : L'influence du Canada dans le monde est accrue et renforcée.

Le tableau 4 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à « L'influence du Canada dans le monde est accrue et renforcée » au cours des trois derniers exercices.

² La cible n'a pas été atteinte en raison d'une erreur dans la définition de la cible, qui incluait les postes de direction dans les banques régionales de développement. Ces postes n'étaient pas censés être inclus dans le calcul, car ils ne concernent pas des élections ou des appuis officiels.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Classement de la présence du Canada dans le monde, tel que reflété par notre participation à l'économie mondiale, notre présence militaire et par le resserrement de nos liens avec les populations	Entre 5 et 8	31 mars 2025	2022–2023 : 8 2023–2024 : 8 2024–2025 : 8
Classement de la réputation du Canada à l'étranger, tel que rapporté dans les sondages d'opinion mondiaux	Entre 1 et 5	31 mars 2025	2022–2023 : 3 2023–2024 : 3 2024–2025 : 6 ³

La [section Résultats de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement à Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale en 2024-2025 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel d'Affaires mondiales Canada pour l'exercice.

Le Canada noue et entretient des relations constructives qui contribuent à l'avancement des intérêts du Canada.

Résultats obtenus

- Au cours de cette année marquée par les tensions géopolitiques et l'incertitude économique, AMC est demeuré un acteur stable et fidèle à ses principes sur la scène mondiale. Le Ministère s'est employé à protéger et à favoriser la prospérité et la sécurité du Canada par la voie de la diplomatie, de ses partenariats et de ses tribunes multilatérales.
- AMC a lancé la présidence canadienne du G7 2025 en tirant parti de son leadership et de sa présence sur la scène mondiale pour promouvoir les valeurs et les intérêts du Canada et répondre aux préoccupations entourant les répercussions économiques des politiques et des pratiques contraires au marché. Plus de 300 rencontres pancanadiennes avec des partenaires et des intervenants nationaux ont contribué à préciser les priorités du Canada pour le G7. AMC a su composer efficacement avec l'évolution rapide de la dynamique entre les pays du G7 et l'incertitude intérieure engendrée par les élections au pays.
- Le ministère a également mis à profit sa participation à des forums multilatéraux pour faire progresser la coopération sur des questions clés en matière de sécurité et d'économie. Il a notamment publié des déclarations communes lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 en mars 2025 à Charlevoix (Québec) concernant l'appui à l'Ukraine dans le

³ L'Italie, la Suisse et le Royaume-Uni ont délogé le Canada de la troisième place, qu'il occupait depuis 2022.

contexte de la guerre d'agression menée par la Russie, la situation au Moyen-Orient, la stabilité dans la région indo-pacifique, les crises en Haïti et au Venezuela et les défis de sécurité en République démocratique du Congo et au Soudan. En collaboration avec les économies avancées du G20, l'ANASE, la Coopération économique Asie-Pacifique et des partenaires de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), AMC a réalisé des progrès significatifs sur des questions économiques et sécuritaires. Par exemple, lors du Sommet de l'ANASE en octobre 2024, les dirigeants des pays de l'ANASE et du Canada ont signé une déclaration commune sur l'amélioration de la connectivité et de la résilience, affirmant leur intention d'élargir les échanges commerciaux et la coopération numérique avec le Canada.

- AMC a établi des partenariats avec des organisations mondiales, multilatérales et canadiennes pour faire avancer les priorités en matière d'aide internationale qui profitent à la sécurité et à la prospérité au pays et à l'étranger. En 2024-2025, le Ministère a soutenu environ 75 organisations multilatérales et mondiales, défendant les valeurs et les intérêts du Canada en participant activement aux activités et à la prise de décision au sein de leurs organes de gouvernance (conseils d'administration et autres). AMC a accordé des fonds à plus de 200 organisations canadiennes et intervenants autochtones œuvrant dans le milieu de l'aide internationale. Il a également favorisé le dialogue avec ces organisations sur la voie à suivre pour faire progresser les objectifs de développement du Canada sur différentes tribunes, notamment le Groupe consultatif sur la Politique des partenariats avec la société civile et le Forum sur l'Initiative de transformation des subventions et contributions.
- Tout au long de la période 2024-2025, AMC a continué à renforcer les liens du Canada avec ses alliés et à pratiquer une diplomatie pragmatique pour dialoguer avec des pays aux valeurs ou aux vues différentes, aidant ainsi le Canada à mieux s'orienter dans un contexte mondial en évolution rapide.
- En Amérique du Nord, les relations entre le Canada et les États-Unis ont été mises à l'épreuve et se sont transformées au cours de l'année. À l'approche des élections américaines, AMC a mobilisé des ressources à l'échelle du gouvernement afin d'élaborer de manière proactive une stratégie de mobilisation précoce auprès de la nouvelle administration et a travaillé avec des partenaires et des intervenants canadiens pour soutenir une approche d'Équipe Canada visant à défendre les intérêts du Canada aux États-Unis. Après les élections et l'introduction de droits de douane injustifiés, AMC a continué à travailler avec son réseau de partenaires et d'intervenants pour préparer une réponse forte et mesurée aux États-Unis, dont des mesures contre-tarifaires, des interventions dans des médias publics ciblés et la diversification de partenaires commerciaux. Tirant parti de ses canaux diplomatiques avec les États-Unis, AMC a participé à plus de 350 réunions et visites en 2024-2025, dont plus de 40 visites du premier ministre, de ministres fédéraux, de premiers ministres et ministres provinciaux et de députés aux États-Unis. La participation d'Équipe Canada à 105 interventions médiatiques a permis de diffuser des messages coordonnés auprès de millions d'Américains et de Canadiens.
- En novembre 2024, AMC a accueilli la 20^e réunion annuelle du Partenariat Canada-Mexique, qui a fait progresser les activités conjointes avec le Mexique dans des domaines tels que l'agro-industrie, la créativité et la culture, l'environnement, la foresterie, le capital humain, l'exploitation minière et la politique étrangère. Le Ministère a également appuyé la désignation d'organisations criminelles transnationales en tant qu'entités terroristes étrangères en vertu du *Code criminel* et a maintenu des liens diplomatiques étroits afin de maintenir et de protéger la bonne relation entre le Canada et le Mexique.

- Ailleurs dans les Amériques, AMC a fait la promotion de la démocratie et de la primauté du droit. En réponse à l'aggravation de la crise en Haïti, le Canada est devenu le plus important donateur du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la Mission multinationale de d'appui à la sécurité en Haïti, qui a aidé au déploiement de plus de 1 000 policiers et militaires provenant de 6 pays et à la mise en place de capacités d'évacuation médicale. Le soutien du Ministère a également contribué à la mise en place d'un mécanisme de respect des droits de la personne pour la mission, notamment pour la prévention de l'exploitation et des abus sexuels. Le Canada a codirigé avec le Chili et l'Argentine le renouvellement des mandats de la mission d'établissement des faits des Nations Unies sur le Venezuela et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour une période supplémentaire de 2 ans, des mécanismes internationaux essentiels à la promotion des droits de la personne au Venezuela. Le Canada a également joué un rôle de premier plan dans l'adoption d'une résolution de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) sur la situation au Nicaragua en faveur de la démocratie et des droits de la personne dans l'hémisphère. Par l'entremise de l'OEA, le Canada a appuyé 5 missions d'observation électorale et a contribué à renforcer les systèmes électoraux en Amérique latine et dans les Caraïbes.
- Au Moyen-Orient, en réponse au conflit entre Israël et le Hamas, le Canada a appelé à un cessez-le-feu immédiat, à la libération inconditionnelle des otages et à un accès complet et sans entrave de l'aide humanitaire à Gaza. En 2024-2025, le Canada a également imposé des sanctions en vertu de la *Loi sur les mesures économiques spéciales* aux colons israéliens extrémistes impliqués dans des actes de violence contre des Palestiniens en Cisjordanie et aux personnes liées à l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023. En outre, le soutien d'AMC aux activités de déminage à Gaza a permis de déployer des experts en explosifs pour protéger les convois humanitaires de l'ONU et assurer l'acheminement sécuritaire de l'aide, effectuer des évaluations des risques explosifs des sites humanitaires prioritaires et dispenser une éducation aux risques à la population locale.
- En Europe, le Canada et l'UE ont renforcé leur coopération pour répondre aux défis économiques et sécuritaires, notamment en lançant un dialogue sur la sécurité économique et en signant un accord pour que le Canada devienne un membre associé d'Horizon Europe. Les relations bilatérales avec le Royaume-Uni se sont encore renforcées au cours de l'exercice 2024-2025 avec une meilleure coopération en matière de défense et de sécurité, notamment en soutien à l'Ukraine, le renforcement de la coopération en matière de commerce et d'investissement, et l'intensification des discussions dans le cadre du nouveau Dialogue bilatéral sur la sécurité économique.
- AMC a continué de travailler en étroite collaboration avec ses partenaires internationaux pour élaborer et coordonner des réponses efficaces à l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie. Par exemple, en coordination avec d'autres, le ministère a introduit des mesures de sanctions pour faire pression sur la Russie afin qu'elle mette fin à son agression illégale et injustifiée contre l'Ukraine. AMC a participé activement à plus de 10 réunions sur la formule de paix, comme le Sommet sur la paix en Ukraine tenu en Suisse en juin 2024, qui a donné lieu à un communiqué commun signé par 84 États et à l'engagement du Canada à accueillir la Conférence ministérielle sur la dimension humaine de la formule de paix de l'Ukraine. Par la suite, 54 États et organisations internationales se sont engagés à prendre des mesures concrètes pour faciliter le retour des prisonniers de guerre, des civils détenus illégalement et des enfants déportés, et à les aider à reprendre une vie normale.
- La nouvelle Politique étrangère du Canada pour l'Arctique a été élaborée en consultation avec divers intervenants et partenaires, y compris les gouvernements territoriaux et provinciaux et les gouvernements autochtones de l'Arctique et du Nord. La politique ajuste l'approche du Canada concernant l'Arctique dans un contexte de changements géopolitiques. AMC a organisé le Dialogue

stratégique entre le Canada et les pays nordiques à Iqaluit, au Nunavut et à New York, au cours duquel les pays ont discuté de la sécurité dans l'Arctique, du droit international et de l'engagement inclusif avec les peuples autochtones. De plus, le Canada, la Finlande et les États-Unis ont officiellement formé en juillet 2024 un partenariat trilatéral, le Pacte de collaboration sur les brise-glaces, et prévu des mesures importantes pour renforcer la construction de brise-glaces et d'autres capacités polaires, contrer l'influence de la Russie et de la Chine dans la région et soutenir la flotte de brise-glaces de la Garde côtière américaine.

- AMC a renforcé sa présence, sa visibilité et son influence dans la région de l'Indo-Pacifique en faisant progresser la paix et la sécurité, le commerce et la croissance économique, les liens entre les peuples et le développement durable. AMC a soutenu les négociations entourant l'Accord sur le statut des forces armées de pays étrangers entre le Canada et les Philippines. Le Canada a également conclu un accord avec le Japon sur la sécurité de l'information pour permettre l'échange d'information classifiée liée à la défense et au renseignement. De plus, le Canada et la République de Corée ont tenu leur première réunion des ministres des Affaires étrangères et de la Défense, qui a donné lieu à des engagements communs sur l'échange de renseignements, à des exercices conjoints et à une collaboration avec l'industrie de la défense. Le renforcement de la coopération bilatérale du Canada reflète une approche dynamique et pansociétale qui contribuera à orienter la mobilisation à long terme dans la région.
- En mars 2025, AMC a lancé sa nouvelle Stratégie pour l'Afrique au terme de consultations avec plus de 600 intervenants. La Stratégie met l'accent sur une mobilisation plus forte en Afrique et auprès des communautés de la diaspora africaine au Canada, ainsi que sur l'aide internationale qui soutient le développement économique et l'emploi des jeunes. Le Canada a signé un protocole d'entente avec la Commission de l'Union africaine afin d'officialiser l'engagement continu de haut niveau et, à la suite du dialogue de haut niveau avec la Commission en novembre 2024, a mis en place un pôle commercial panafricain et un programme de commerce et de développement pour l'Afrique. Conformément à cette stratégie, en mars 2025, le Canada a conclu son premier accord de transport aérien avec le Ghana et élargi son accord de transport aérien avec le Sénégal.
- AMC a continué d'aider les partenaires de banques multilatérales de développement à faire avancer les priorités du Canada et à militer auprès d'elles en faveur de réformes institutionnelles qui leur permettraient de mieux répondre aux besoins des pays en développement. Le Canada a démontré son leadership et son engagement envers la Banque de développement des Caraïbes (BDC) en accueillant la 54^e réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la BDC en juin 2024 à Ottawa, en Ontario. La réunion a permis d'approfondir les liens du Canada avec la région et de favoriser les liens entre les pays membres de la BDC.

Le leadership du Canada en matière d'enjeux mondiaux contribue à créer un monde juste et inclusif.

Résultats obtenus

- Dans un contexte où les principes démocratiques et les droits de la personne sont menacés à l'échelle mondiale, AMC a continué de soutenir les efforts mondiaux visant à protéger les droits de la personne et ceux qui les défendent, et à faire progresser la démocratie, la stabilité et l'égalité. AMC s'est notamment efforcé de promouvoir et de protéger la liberté de religion ou de conviction en tant que droit de la personne, notamment par la prévention de la persécution religieuse. Par exemple, le Canada a tiré parti de son rôle de coprésident du Groupe de contact international sur la liberté de religion ou de conviction pour faire progresser les efforts mondiaux contre les violations de la liberté de religion ou de conviction au niveau national, notamment en collaborant activement

avec les États membres de l'Organisation de coopération islamique. En octobre 2024, le Bureau de l'envoyée spéciale du Canada pour la préservation de la mémoire de l'Holocauste et la lutte contre l'antisémitisme a publié le Guide canadien sur l'antisémitisme selon la définition opérationnelle de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, qui a été reconnu comme un modèle international.

- AMC a continué de soutenir et d'amplifier les voix des groupes marginalisés au sein du système multilatéral. Par exemple, le Canada a notamment accru la participation des peuples autochtones à la prise de décision aux Nations Unies en coorganisant des réunions intersessions inédites du Conseil des droits de l'homme et des consultations avec les peuples autochtones à l'Assemblée générale des Nations Unies. Par ailleurs, le candidat désigné par le gouvernement du Canada a réussi à obtenir un siège à l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, renforçant ainsi la voix des peuples autochtones du Canada au sein de cet important organisme mondial.
- Le Ministère a soutenu Journalistes pour les droits humains, dont la mission est de donner aux journalistes et aux communautés les moyens de rendre compte de la situation des droits de la personne, de la réforme démocratique et de l'action climatique, et de lutter contre la désinformation dans leurs communautés. Le soutien d'AMC a permis la production de 160 reportages de fond – 89 par des journalistes russes indépendants et 71 par des journalistes biélorusses indépendants – portant sur les droits des femmes, les droits des personnes 2ELGBTQI+, la guerre de la Russie contre l'Ukraine et l'activisme en faveur de la démocratie. Au total, ces reportages ont atteint 4 782 499 personnes en Russie et au Bélarus, ce qui a permis d'accroître l'accès du public à des informations crédibles et axées sur les droits face à une censure et à une répression sévères.
- Pour protéger la souveraineté et la sécurité nationale du Canada, le Mécanisme de réaction rapide (MRR) du G7 a permis de contrer les menaces liées à l'information et la répression transnationale. En tant que président du MRR du G7, le Canada a coordonné les efforts internationaux visant à dénoncer les opérations secrètes d'information financées et dirigées par l'État russe à l'échelle mondiale et les a perturbées par la mise en place de sanctions. Afin de sensibiliser le public, le Canada a publié le Rapport de 2024 sur le Mécanisme de réponse rapide du G7 en dénonçant les auteurs de menaces étrangers. Le Ministère a appuyé les travaux de l'Enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux et les institutions démocratiques fédéraux, notamment par la collecte et l'examen de dizaines de milliers de documents électroniques et de témoignages classifiés et publics. La Commission a fait la lumière sur les efforts historiques déployés par notre gouvernement pour protéger le Canada des menaces sans précédent qui pèsent sur les institutions démocratiques.
- AMC a continué à jouer un rôle important dans les opérations de paix des Nations Unies et a promu des initiatives clés telles que l'Initiative Elsie pour les femmes dans les opérations de paix et les Principes de Vancouver sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants-soldats. Par exemple, l'ambassadrice du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité a effectué une visite bilatérale en Uruguay avant la réunion ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix, renforçant ainsi le leadership du Canada en faveur de la paix, de la sécurité et de la participation significative des femmes dans les opérations de paix. AMC a également soutenu le programme de réforme de l'Action pour le maintien de la paix de l'ONU en offrant une formation qui a renforcé les capacités des Casques bleus dans des domaines tels que la protection des civils; la réduction de la menace liée aux engins explosifs improvisés; les femmes et les soins médicaux; et la paix et la sécurité. L'égalité des genres et la prévention de l'exploitation et des abus sexuels ont également été renforcées dans le cadre de la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti grâce au déploiement d'un conseiller canadien en matière d'égalité des genres et à un financement

particulier afin d'aider la Police nationale d'Haïti à mieux intégrer les questions de genre dans ses opérations, ses politiques et sa formation.

Initiatives conjointes Canada-Mexique en matière de sécurité

Avec un regain d'intérêt pour la sécurité et la primauté du droit, AMC a organisé un atelier au Mexique à l'intention de 27 fonctionnaires mexicains au cours duquel la GRC a présenté les techniques d'enquête canadiennes, y compris la gestion des cas majeurs et la généalogie génétique. AMC a également dirigé des initiatives visant à accroître la coopération en matière de sécurité au Mexique afin d'éliminer la violence fondée sur le genre dans les régions fréquentées par les Canadiens ou abritant des intérêts commerciaux canadiens.

Le Canada contribue à l'édification d'organisations internationales solides et au respect du droit international.

Résultats obtenus

- AMC a contribué activement au développement, à la promotion et à l'application du droit international. Par exemple, en 2024-2025, le Canada a participé à un groupe restreint de pays convoqué par l'Ukraine pour examiner la création d'un tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine, aidant ainsi à finaliser les projets d'instruments juridiques en vue de la mise sur pied d'un tribunal spécial dans le cadre du Conseil de l'Europe. AMC a également collaboré avec des alliés et des partenaires pour faire respecter le droit international, notamment en intervenant dans des affaires contre le Myanmar et la Russie devant la Cour internationale de justice (CIJ) et en utilisant des sanctions pour remédier aux violations de la paix, de la sécurité et des droits de la personne internationaux notamment dans le contexte de l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie, de la violence des colons israéliens extrémistes contre les Palestiniens et les personnes liées à l'attaque du Hamas contre Israël depuis le 7 octobre 2023, ainsi qu'au Bélarus, en Chine, au Guatemala, en Haïti, en Iran, au Myanmar, au Soudan et au Venezuela.
- En mars 2025, le Canada a élargi les pouvoirs de son Règlement sur les mesures économiques spéciales visant l'Iran, en accordant explicitement la capacité de sanctionner non seulement les hauts fonctionnaires iraniens et les membres du Corps des gardiens de la révolution islamique, mais aussi les groupes et entités mandataires impliqués dans des activités déstabilisatrices, y compris les réseaux d'approvisionnement aidant l'armée iranienne et les intermédiaires qui agissent dans tout le Moyen-Orient et qui servent l'effort de guerre russe. Le Canada a également poursuivi ses efforts dans sa cause conjointe devant la CIJ avec les Pays-Bas visant à demander des comptes au régime de Bashar al-Assad pour les actes de torture commis en Syrie. Parallèlement, le Canada a assoupli les sanctions contre la Syrie en renouant le dialogue avec le gouvernement syrien et en fournissant une aide humanitaire au peuple syrien.
- AMC a soutenu le déploiement en Ukraine de conseillers juridiques et d'experts de la justice et de l'égalité des genres pour aider à rédiger un mémoire à déposer au Comité des Nations Unies contre la torture représentant 93 victimes (61 hommes et 32 femmes). L'exercice a aidé les organisations ukrainiennes à renforcer leurs capacités à analyser les tendances et à rédiger des rapports fondés sur des données probantes et axés sur les victimes. Le Ministère a également déployé des experts de la justice pour soutenir les efforts de responsabilisation en République centrafricaine, au Chili, en

Colombie, en Gambie, en Iran, en Israël, au Kazakhstan, au Myanmar, au Pérou, au Soudan, en Ouganda, au Venezuela, en Cisjordanie et à Gaza. La collaboration du Ministère avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme a abouti à l'adoption de politiques publiques et de lois soutenant les droits des femmes et l'accès à la justice, par exemple, le plan d'action pour lutter contre le féminicide au Brésil et une loi sur les refuges pour femmes victimes et survivantes de violence au Honduras.

- AMC a renforcé et amélioré le cadre mondial pour la non-prolifération et le désarmement en soutenant activement diverses organisations internationales et en collaborant avec elles, notamment en préservant le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et en faisant progresser la transparence et la reddition de comptes dans la mise en œuvre de ses dispositions. Par exemple, le Ministère a dirigé avec succès l'adoption de résolutions sur la sûreté, la sécurité et les garanties nucléaires en Ukraine et sur la mise en œuvre des garanties du traité de non-prolifération en Corée du Nord lors de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique en 2024.
- AMC a collaboré avec plusieurs pays membres de l'ANASE pour favoriser le respect du droit international en mer de Chine méridionale. AMC a aussi utilisé sa plateforme de détection des navires clandestins pour aider les Philippines à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans ses eaux, notamment dans le cadre d'une patrouille aérienne commune des eaux philippines menée en novembre 2024 pour protéger la région du Pacifique occidental contre ces pratiques.
- AMC a offert des conseils sur l'exercice de la souveraineté du Canada dans l'Arctique, en veillant à ce que l'ensemble des activités et des mesures connexes soient conformes aux droits et à la compétence du Canada en vertu du droit international. Le Ministère a continué d'appuyer le processus des Nations Unies visant à examiner les demandes relatives au plateau continental et a dirigé l'élaboration de la politique canadienne en réponse aux délimitations du plateau continental de l'océan Arctique des États-Unis, de la Russie et du Danemark (Groenland).
- Le Ministère a étendu ses efforts pour aider les familles et les proches des victimes du vol PS752 à tenir l'Iran responsable de sa violation du droit international, notamment devant la CIJ et de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Le Canada a travaillé avec les autres États membres du Groupe international de coordination et d'intervention pour les victimes du vol PS752 (Suède, Ukraine et Royaume-Uni). Le groupe, dont le Canada est le président, a franchi des étapes importantes, notamment avec le dépôt d'un mémoire à la CIJ accusant l'Iran d'avoir violé la Convention de Montréal et le rejet des objections préliminaires de l'Iran dans la procédure intentée contre lui en vertu de la Convention de Chicago, permettant au processus judiciaire de passer à l'étape suivante.

L'influence du Canada dans le monde est accrue et renforcée.

Résultats obtenus

- Le programme de transformation d'AMC a aidé le Canada à renforcer sa capacité à orienter les discussions mondiales et à projeter son influence dans plusieurs domaines. Des efforts ciblés visant à renforcer l'expertise et la coordination dans des domaines clés (notamment les minéraux critiques) et la création du Pôle ouvert d'analyse ont renforcé la fonction politique d'AMC et son engagement auprès de partenaires clés. Le programme de transformation a également renforcé la

capacité d'AMC à déployer ses ressources et ses capacités avec une plus grande agilité là où les besoins sont les plus grands, y compris en temps de crise.

- Le Canada a continué de jouer un rôle de premier plan dans les travaux des Nations Unies sur la gouvernance de la technologie numérique, notamment grâce à la négociation réussie du Pacte numérique mondial des Nations Unies, le premier accord intergouvernemental sur la coopération numérique aux Nations Unies. En outre, le Canada a signé la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit, le tout premier traité international du genre qui soit juridiquement contraignant. En 2024-2025, au sein de l'ONU et d'autres organes, le Canada a continué de dénoncer les comportements étatiques irresponsables dans le cyberspace. Il a également permis d'approfondir la compréhension entourant l'application du droit international dans le cyberspace, notamment grâce à des efforts ciblés de renforcement des capacités. Le Canada a aussi aidé la Colombie à finaliser sa position nationale sur l'application du droit international dans le cyberspace en offrant des services de renforcement des capacités et de formation aux fonctionnaires étrangers.
- En février 2025, le premier ministre du Canada a participé au Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle à Paris. Il y a réaffirmé l'engagement du Canada à l'égard du développement responsable et inclusif de l'IA, a souligné le leadership du Canada dans la promotion de normes éthiques mondiales en matière d'IA et, avec le premier ministre de la France, a souligné la nécessité de se doter d'une gouvernance efficace pour faire en sorte que l'IA génère des bienfaits généralisés. En octobre 2024, le Canada a organisé conjointement la réunion du Groupe de stratégie globale de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur l'avenir de la gouvernance mondiale de l'IA. Sous l'impulsion du Canada et de la Grèce, les membres de l'OCDE et les membres du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (qui comprend des économies émergentes) se sont entendus sur plusieurs questions clés, notamment l'importance de se doter d'un modèle de gouvernance mondiale de l'IA à la fois inclusif et multipartite.
- Dans l'Indo-Pacifique, le Canada a renforcé son partenariat stratégique avec l'ANASE en coprésidant, aux côtés des Philippines, la réunion intersessions du Forum régional de l'ANASE sur la sécurité des technologies de l'information et de la communication, mettant ainsi AMC en bonne posture pour aider à façonner les discussions régionales sur la cyberstabilité au cours d'un mandat de 2 ans. Le Canada a démontré un engagement de haut niveau au sein de l'ANASE avec la participation du premier ministre et de la ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique au sommet spécial ANASE-Canada sur le renforcement de la connectivité et de la résilience de l'ANASE, en octobre 2024. Cet événement marquait une troisième année consécutive d'engagement au niveau des dirigeants, faisant progresser davantage les priorités politiques, économiques et socioculturelles communes.
- AMC a affirmé la place de la langue française dans les organisations internationales et les relations étrangères en travaillant avec la Francophonie et ses pays membres, en soulignant que la langue française constitue un atout important pour l'ensemble des initiatives de diplomatie et de défense des intérêts, les relations étrangères et la représentation du Canada. Lors du 19^e Sommet de la Francophonie qui s'est tenu à Villers-Cotterêts (France), le premier ministre du Canada a : appuyé l'Appel de Villers-Cotterêts aux plateformes numériques pour un espace numérique digne de confiance et éthique; adopté la Déclaration de solidarité avec le Liban et d'autres pays touchés par des crises dans le monde francophone; et signé un protocole d'accord sur la Cité internationale de la langue française.

- Le Canada s’est mobilisé auprès de ses alliés pour consolider son statut de partenaire de confiance et de rassembleur sur la scène internationale sur de nombreuses questions, notamment le commerce international, la santé mondiale, les changements climatiques, les droits de la personne, les Objectifs de développement durable et les réponses humanitaires. En juillet 2024, le Canada a ajouté sa signature à la Déclaration des donateurs d’aide humanitaire sur le climat et l’environnement, qui vise à améliorer la capacité du système humanitaire à prévenir les risques et les impacts climatiques et environnementaux, à s’y préparer et à y répondre. En tant que président du Conseil économique et social des Nations Unies, le Canada a contribué à faire progresser la protection des réfugiés dans le monde, notamment grâce à une réunion spéciale réussie sur le déplacement forcé et la protection des réfugiés. Cette rencontre a réuni le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et des représentants des pays qui accueillent des réfugiés, des Nations Unies, du secteur privé, d’organisations dirigées par des réfugiés, d’États membres et d’organisations de la société civile.

Principaux risques

En 2024-2025, AMC a poursuivi la mise en œuvre de sa Stratégie de gestion des risques d'entreprise, assurant l'identification, la gestion et le suivi des principaux risques stratégiques pour le ministère. Vous trouverez la description des risques qui s'appliquent à toutes les responsabilités essentielles, ainsi que les stratégies de gestion des risques, dans la section [Principaux risques en 2024-2025](#) du présent rapport.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Tableau 5 : Aperçu des ressources requises pour Diplomatie et défense des intérêts à l’échelle internationale

Le tableau 5 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	1 020 936 094	1 076 218 617
Équivalents temps plein	2 696	2 616

La [section Finances de l’infographie d’Affaires mondiales Canada dans l’InfoBase du GC](#) et la [section Personnel de l’infographie d’Affaires mondiales Canada dans l’InfoBase du GC](#) présente des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités gouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

Programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations Unies et objectifs de développement durable

En 2024-2025, Affaires mondiales Canada a demeuré résolument engagé en faveur du développement durable et de l’avancement du Programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations

Unies (Programme 2030) et de ses 17 Objectif de développement durable (ODD) met en évidence dans le [Rapport d'étape 2024-2025 de la Stratégie ministérielle de développement durable \(SMDD\) d'AMC](#). Plus de renseignements sur l'apport d'AMC au plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme à l'horizon 2030 et à la Stratégie fédérale de développement durable se trouvent dans notre page sur la [Stratégie ministérielle de développement durable de 2023 à 2027](#). Pour de plus amples informations sur les contributions d'AMC au Programme 2030 et aux 17 ODD, veuillez consulter le Rapport d'AMC au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2024-2025; [l'Examen national volontaire 2023 du Canada](#); et le [Rapport annuel 2024 du Canada sur le Programme 2030 et les ODD](#).

Répertoire des programmes

Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale est appuyée par les programmes suivants :

- Coordination des politiques internationales
- Politiques multilatérales
- Droit international
- Le Bureau du protocole
- Politique et diplomatie en Europe, dans l'Arctique, au Moyen-Orient et au Maghreb
- Politique et diplomatie pour les Amériques
- Politique et diplomatie en Asie-Pacifique
- Politique et diplomatie en Afrique subsaharienne
- Coordination géographique et appui aux missions
- Politique d'aide internationale
- Politique de sécurité internationale et diplomatie

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale sur la [page Résultats dans l'InfoBase du GC](#).

Responsabilité essentielle 2 : Commerce et investissement

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Progrès à l'égard des résultats](#)
- [Renseignements sur les résultats](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)

Description

Affaires mondiales Canada appuie l'augmentation des investissements et du commerce de manière plus diversifiée afin de relever le niveau de vie pour l'ensemble des Canadiens et pour permettre aux entreprises canadiennes de prospérer à l'étranger et de créer des débouchés économiques.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux indicateurs « Croissance des entreprises », « PIB par habitant » et autres du domaine « Prospérité » du [Cadre de qualité de vie pour le Canada](#).

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 2 : Commerce et investissement.

Tableau 6 : Le Canada assure l'établissement et la protection d'un environnement commercial mondial ouvert, inclusif et fondé sur des règles.

Le tableau 6 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à « Le Canada assure l'établissement et la protection d'un environnement commercial mondial ouvert, inclusif et fondé sur des règles » au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Mesure dans laquelle le Canada ouvre des marchés et favorise l'innovation en matière de politiques commerciales au moyen de négociations, d'accords et de discussions	4 (sur une échelle de 1 à 5)	31 mars 2025	2022–2023 : 4 2023–2024 : 4 2024–2025 : 4
Mesure dans laquelle le Canada s'est employé à résoudre ou à atténuer les obstacles à l'accès aux marchés, les différends ou d'autres questions relatives aux politiques	4 (sur une échelle de 1 à 5)	31 mars 2025	2022–2023 : 4 2023–2024 : 4 2024–2025 : 4
Pourcentage de demandes de permis et de certificats liées à l'application de la réglementation commerciale traitées conformément aux normes de service	90 %	31 mars 2025	2022–2023 : 99 % 2023–2024 : 99 % 2024–2025 : 99 %

Tableau 7 : Les efforts des exportateurs et des innovateurs canadiens pour développer leurs activités internationales sont couronnés de succès.

Le tableau 7 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à « Les efforts des exportateurs et des innovateurs canadiens pour développer leurs activités internationales sont couronnés de succès » au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des clients se disant satisfaits de la qualité des services offerts par le Service des délégués commerciaux	90 %	31 mars 2025	2022–2023 : 92 % 2023–2024 : 92 % 2024–2025 : 92 %
Nombre de clients commerciaux servis par le Service des délégués commerciaux	11 000	31 mars 2025	2022–2023 : S/O – nouvel indicateur 2023–2024 : 10 893 2024–2025 : 11 253
Valeur des exportations vers les marchés étrangers	292 milliards de dollars (augmentation de 50 % par rapport à 2017)	31 décembre 2025	2022–2023 : 257 milliards de dollars (en 2022) 2023–2024 : 269 milliards de dollars (en 2023) 2024–2025 : 296 milliards de dollars (en 2024)
Nombre d'accords commerciaux conclus avec l'aide du Service des délégués commerciaux	1 250	31 mars 2025	2022–2023 : 1 374 2023–2024 : 1 474 2024–2025 : 1 369
Nombre de partenariats internationaux en recherche et innovation qui ont été facilités par le Service des délégués commerciaux	170	31 mars 2025	2022–2023 : 175 2023–2024 : 184 2024–2025 : 205

Tableau 8 : L'investissement étranger direct est facilité, s'accroît ou est maintenu.

Le tableau 8 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à « L'investissement étranger direct est facilité, s'accroît ou est maintenu » au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Nombre de nouveaux investissements étrangers au Canada et de hausses des investissements étrangers existants au Canada qui ont été facilités par le Service des délégués commerciaux	130	31 mars 2025	2022–2023 : 157 2023–2024 : 134 2024–2025 : 147
Nombre de visites d'investissement effectuées au	170	31 mars 2025	2022–2023 : 206 2023–2024 : 142

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Canada qui ont été facilitées par le Service des délégués commerciaux			2024–2025 : 131 ⁴

La [section Résultats de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement à Commerce et investissement en 2024-2025 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel d'Affaires mondiales Canada pour l'exercice.

Le Canada assure l'établissement et la protection d'un environnement commercial mondial ouvert, inclusif et fondé sur des règles.

Résultats obtenus

- Pour défendre la sécurité économique du Canada, AMC a géré des relations commerciales et des questions stratégiques complexes, en particulier avec les États-Unis et le Mexique dans le cadre de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM). Le Canada a défendu l'accès aux marchés pour des secteurs cruciaux comme l'acier, l'aluminium, l'automobile et le bois d'œuvre, notamment en présentant des contestations judiciaires en vertu de l'ACEUM devant l'OMC et des tribunaux américains.
- Le Canada a réalisé des progrès dans son partenariat économique avec l'Indonésie en concluant les négociations sur l'Accord de partenariat économique global entre le Canada et l'Indonésie et en signant une déclaration commune en décembre 2024 qui engageait les deux pays à signer l'accord en 2025. L'APEG est un accord global entourant l'accès aux marchés pour les biens, les services et les investissements, et comprend des dispositions sur les PME, le travail, l'environnement et l'autonomisation économique des femmes.
- AMC a fait progresser la stratégie de diversification des exportations du Canada en mettant en œuvre l'Accord de libre-échange (ALE) Canada-Ukraine modernisé et en concluant des négociations de fond en vue d'un ALE entre le Canada et l'Équateur. Le Ministère a également entamé des discussions exploratoires sur l'ALE avec les Philippines et des négociations d'investissement avec l'Argentine, le Pakistan et l'Uruguay, entre autres. Le Canada a présidé la Commission du PTPGP en 2024, réaffirmant ainsi ses liens économiques croissants avec ses principaux partenaires de la région indo-pacifique, y compris le Japon. Ces efforts soutiennent la résilience à long terme dans un contexte de perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale et d'évolution de la dépendance commerciale.

⁴ Les visites des investisseurs ont diminué avec l'augmentation des espaces de travail partagés et des outils numériques. Le SDC se concentre désormais davantage sur les visites à fort impact et sur l'expansion des activités existantes, qui nécessitent généralement moins de visites.

- Malgré la montée du protectionnisme et des tensions géopolitiques, le Canada est demeuré un ardent défenseur du commerce ouvert, inclusif et fondé sur des règles. AMC a continué de contribuer de manière pragmatique, lorsque cela était conforme aux intérêts du Canada, à l'agenda de réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), y compris la réforme du règlement des différends. Le Ministère s'est également impliqué de manière constructive dans la réforme du droit commercial international et de l'investissement par l'intermédiaire de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, faisant progresser les intérêts du Canada dans les règles de gouvernance du commerce mondial à une époque de fragmentation croissante.
- En 2024-2025, AMC a approfondi ses relations commerciales avec l'Union européenne et a utilisé les mécanismes établis par l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne pour faire progresser les priorités du Canada, notamment l'adoption de l'accord de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles pour les architectes. Le commerce bilatéral de marchandises a augmenté de plus de 65 % depuis l'application provisoire de l'AECG en 2017, en partie grâce à la mobilisation des dirigeants canadiens qui ont milité en faveur d'une ratification complète par les biais d'un engagement de haut niveau auprès de leurs homologues de l'UE et des États membres.
- En 2024-2025, AMC a continué à promouvoir une approche inclusive du commerce en mettant en œuvre l'Arrangement mondial sur le commerce et le genre (AMCG) et l'Accord de coopération économique et commerciale avec les peuples autochtones (ACECPA), et en faisant progresser des initiatives commerciales inclusives plus larges par l'intermédiaire du Groupe d'action pour le commerce inclusif. Ces efforts ont contribué à faire en sorte que le commerce et l'investissement profitent à tous les segments de la société. Pour aider à atteindre cet objectif, le Canada a organisé un symposium sur le commerce autochtone et un autre sur le commerce inclusif afin de favoriser le dialogue et la collaboration avec des groupes traditionnellement sous-représentés dans le commerce international.
- AMC a également contribué à la conclusion réussie de 2 traités multilatéraux administrés par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle – le Traité sur la propriété intellectuelle, les ressources génétiques et les savoirs traditionnels associés et le Traité de Riyad sur le droit des dessins et modèles – ainsi qu'à un accord plurilatéral historique sur le commerce électronique à l'OMC, marquant ainsi un premier pas vers un accord mondial sur le commerce numérique. Le Ministère a également approfondi ses liens d'innovation avec la France grâce à un projet pilote visant à mettre des PME canadiennes en relation avec des investisseurs européens.
- En réponse aux préoccupations croissantes concernant les technologies à double usage, AMC a mis en place des contrôles à l'exportation sur les technologies d'informatique quantique et de semi-conducteurs qui pourraient avoir des applications militaires. Ces mesures reflètent l'engagement du Canada à l'égard de l'innovation responsable et de la sécurité mondiale.

Les efforts des exportateurs et des innovateurs canadiens pour développer leurs activités internationales sont couronnés de succès.

Résultats obtenus

- En 2024-2025, les exportateurs et innovateurs canadiens ont dû composer avec un environnement mondial complexe marqué par une croissance économique modeste, une dynamique commerciale en évolution et une incertitude géopolitique croissante. Le Ministère, notamment grâce au soutien

du Service des délégués commerciaux (SDC), a joué un rôle central pour aider les entreprises canadiennes à réussir à l'échelle internationale. À partir du Canada et de ses 155 emplacements dans le monde, le SDC a fourni plus de 59 000 services à plus de 11 000 entreprises canadiennes, dont 93 % étaient des PME. Les sondages auprès des clients ont révélé que 92,3 % d'entre eux étaient satisfaits ou très satisfaits du soutien fourni. En travaillant directement avec ces clients, le SDC a facilité la conclusion de plus de 1 350 nouveaux contrats pour les exportateurs canadiens, pour une valeur déclarée de 6,1 milliards de dollars.

- De nombreux programmes et services du SDC ont contribué à ce succès. Par exemple, CanExport a fourni un financement de contrepartie à un vaste éventail de PME, d'innovateurs et d'associations industrielles nationales afin de soutenir leurs efforts pour profiter de nouveaux débouchés à l'échelle mondiale, y compris dans la région dynamique de l'Indo-Pacifique, qui connaît une croissance rapide. Des financements ont été approuvés pour 1 731 PME canadiennes souhaitant développer leurs activités dans 113 nouveaux marchés étrangers, dont 18 dans la région indo-pacifique. Au total, 84 innovateurs canadiens ont reçu une aide financière pour établir des partenariats internationaux de recherche et de développement. De plus, CanExport a appuyé 57 associations industrielles et organisations commerciales nationales qui entreprenaient des démarches de marketing et de promotion des exportations dans 42 marchés étrangers.
- AMC a intensifié ses efforts pour renforcer les liens commerciaux avec l'Indo-Pacifique, l'une des régions qui affichent la croissance la plus rapide dans le monde, par l'entremise de missions commerciales d'Équipe Canada et d'un programme CanExport élargi. Les missions commerciales en Australie, en Indonésie, aux Philippines et en République de Corée ont permis à plus de 450 entreprises canadiennes d'entrer en contact avec des partenaires régionaux grâce à plus de 2 500 rencontres interentreprises, générant au passage des revenus confirmés de 25 millions de dollars et la conclusion de 104 partenariats stratégiques, et environ 190 millions de dollars en retombées économiques prévues provenant des ententes en cours et d'autres résultats rapportés par les organisations participantes. Dans le cadre de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, l'initiative « Faire progresser la démonstration internationale des technologies propres dans l'Indo-Pacifique » a également fait progresser les partenariats dans le secteur des technologies propres en soutenant les entreprises canadiennes dans le cadre de projets pilotes et de projets de démonstration.
- Le SDC a aidé les entrepreneurs canadiens à stimuler l'innovation et à prendre de l'expansion à l'échelle mondiale en facilitant 205 partenariats internationaux d'une valeur de plus de 163 millions de dollars, y compris 22 transactions de capital-risque qui ont injecté 48 millions de dollars dans l'écosystème d'entreprises de haute technologie en démarrage au Canada. Ces efforts ont stimulé la commercialisation et l'accès au marché mondial dans des secteurs prioritaires comme les technologies propres, les sciences de la vie et l'innovation numérique.
- En 2024-2025, le programme des Accélérateurs technologiques canadiens a permis à 164 entreprises canadiennes de renforcer leur présence mondiale grâce à un mentorat personnalisé, à des renseignements sur le marché et à l'accès à des réseaux internationaux, dans le cadre de 23 accélérateurs visant 12 marchés stratégiques. AMC a aidé les ministères et organismes fédéraux à vocation scientifique à collaborer avec des partenaires étrangers dans le secteur de la science et de la recherche, en mettant l'accent sur le renforcement de la coopération mondiale sur les priorités canadiennes et la protection de l'intégrité et de la sécurité de l'écosystème de recherche du Canada

contre les menaces extérieures. Par exemple, le SDC a organisé des réunions du Comité mixte de coopération scientifique et technologique avec la République de Corée, le Japon et l'Union européenne, et a accueilli la réunion inaugurale avec Taïwan, qui a abouti à des plans d'action communs. En octobre 2024, le SDC a également accueilli le Secrétariat de la sécurité nationale du Bureau du Cabinet du Japon pour des discussions sur l'intégrité et la sécurité de la recherche, un domaine dans lequel le Canada et le Japon ont donné la priorité à un engagement continu de haut niveau en matière d'innovation et de recherche collaboratives.

- Le SDC a contribué à accroître les débouchés internationaux pour les entreprises canadiennes en améliorant la littératie commerciale et le recours aux accords de libre-échange. Près de 1 000 acteurs canadiens du milieu des affaires ont reçu une formation sur l'utilisation des accords de libre-échange du Canada, y compris l'AECG, le PTPGP et l'ACEUM. Le SDC a également fait la promotion notamment de l'outil l'Info-Tarif Canada et a organisé le troisième Dialogue annuel sur les PME de l'ACEUM à Montréal, au Québec, lequel a réuni 200 délégués du Canada, des États-Unis et du Mexique et a favorisé la coopération trilatérale. L'augmentation des services aux Émirats arabes unis et en Arabie saoudite a favorisé une hausse des exportations canadiennes vers la région du Golfe, soutenue par l'élargissement de l'accord de transport aérien avec le Qatar.
- Le SDC a favorisé le développement du commerce international destiné aux groupes sous-représentés dans le commerce mondial, notamment les femmes, les Autochtones, les entrepreneurs noirs et racisés, les membres de la communauté 2ELGBTQI+ et les jeunes. Par exemple, en 2024-2025, le SDC s'est associé à l'Inuit Development Corporation Association pour soutenir les entreprises autochtones lors de la conférence Future Greenland, explorer les débouchés du secteur arctique et aider plus de 900 entreprises appartenant à des femmes à se développer sur les marchés internationaux. De plus, AMC a dirigé une délégation d'environ 30 entreprises autochtones du Canada et plus de 200 participants du Canada au Reservation Economic Summit, à Las Vegas, ce qui a débouché sur des réussites commerciales.

L'investissement étranger direct est facilité, s'accroît ou est maintenu.

Résultats obtenus

- En 2024-2025, le Canada a connu une forte hausse des investissements directs étrangers (IDE) dans un contexte d'incertitude économique mondiale, de tensions géopolitiques et d'évolution de la dynamique commerciale. Malgré ces défis, le Canada a attiré 85,5 milliards de dollars en IDE – une augmentation de 36 % par rapport à l'an dernier –, son plus haut niveau en dix ans et le deuxième niveau le plus élevé de son histoire. Ce résultat remarquable met en évidence la résilience et la force d'attraction du Canada en tant que destination stable, fiable et intéressante pour les investisseurs mondiaux. Cet afflux d'investissements a créé de nouveaux débouchés, stimulé le développement économique et introduit de nouvelles idées et innovations au Canada, ce qui a entraîné la création d'emplois de haute qualité et une économie plus forte et plus durable.
- En collaboration avec des partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux, le SDC a facilité 147 projets d'investissements étrangers d'une valeur de plus de 21,9 milliards de dollars dans 53 municipalités, créant plus de 7 000 emplois et soutenant la croissance de l'industrie à faibles émissions de carbone en vue d'atteindre les objectifs climatiques du Canada. De plus, le SDC a aidé

131 entreprises à effectuer des visites de sélection de sites en vue d'éventuels investissements canadiens.

- Dans le cadre de ses services de maintien et d'expansion des entreprises, le Ministère a amélioré les services offerts aux investisseurs potentiels dans les secteurs et marchés prioritaires et a collaboré avec eux pour résoudre leurs principaux irritants, ce qui a stimulé l'intérêt des investisseurs étrangers pour les occasions d'investissement. Par exemple, en 2024-2025, le réseau du SDC a mené plus de 4 400 missions axées sur l'investissement, générant 856 occasions d'affaires à fort potentiel renvoyées aux partenaires d'investissement d'AMC. Le Ministère a également renforcé l'attrait et la compétitivité du Canada en matière d'investissement mondial en menant 2 tournées d'information sur l'investissement et l'innovation, en participant à 6 événements phares axés sur l'IDE et en appuyant plus de 200 initiatives menées par des missions, renforçant ainsi la réputation du Canada en tant qu'administration réceptive et prête à investir.
- AMC a appuyé l'administration des dispositions de sécurité nationale de la Loi sur Investissement Canada, qui traitent des risques associés aux investissements étrangers qui pourraient menacer la sécurité nationale du Canada. En 2024-2025, AMC a mis de l'avant les intérêts nationaux du Canada en intégrant des considérations de politique étrangère, de sécurité internationale et de développement commercial dans les examens des transactions et en sensibilisant les intervenants aux principaux enjeux de sécurité nationale liés aux IDE.

Principaux risques

En 2024-2025, AMC a poursuivi la mise en œuvre de sa Stratégie de gestion des risques d'entreprise, assurant l'identification, la gestion et le suivi des principaux risques stratégiques pour le ministère. Vous trouverez la description des risques qui s'appliquent à toutes les responsabilités essentielles, ainsi que les stratégies de gestion des risques, dans la section [Principaux risques en 2024-2025](#) du présent rapport.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Tableau 9 : Aperçu des ressources requises pour Commerce et investissement

Le tableau 9 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	420 418 076	377 020 446
Équivalents temps plein	2 193	2 127

La [section Finances de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) et la [section Personnel de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités gouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et objectifs de développement durable

En 2024-2025, Affaires mondiales Canada a demeuré résolument engagé en faveur du développement durable et de l'avancement du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (Programme 2030) et de ses 17 Objectif de développement durable (ODD) met en évidence dans le [Rapport d'étape 2024-2025 de la Stratégie ministérielle de développement durable \(SMDD\) d'AMC](#). Plus de renseignements sur l'apport d'AMC au plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme à l'horizon 2030 et à la Stratégie fédérale de développement durable se trouvent dans notre page sur la [Stratégie ministérielle de développement durable de 2023 à 2027](#). Pour de plus amples informations sur les contributions d'AMC au Programme 2030 et aux 17 ODD, veuillez consulter le Rapport d'AMC au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2024-2025; [l'Examen national volontaire 2023 du Canada](#); et le [Rapport annuel 2024 du Canada sur le Programme 2030 et les ODD](#).

Répertoire des programmes

Commerce et investissement est appuyée par les programmes suivants :

- Politique et négociations commerciales, accords et différends
- Réglementation commerciale
- Développement du commerce international
- Innovation et investissement international
- Commerce en Europe, dans l'Arctique, au Moyen-Orient et au Maghreb
- Commerce dans les Amériques
- Commerce en Asie-Pacifique
- Commerce en Afrique subsaharienne

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour Commerce et investissement sur la [page Résultats dans l'InfoBase du GC](#).

Responsabilité essentielle 3 : Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Progrès à l'égard des résultats](#)
- [Renseignements sur les résultats](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)

Description

La programmation d'Affaires mondiales Canada contribue à réduire la pauvreté et à offrir de meilleures possibilités aux peuples de la terre, en plus d'alléger la souffrance dans les crises humanitaires et de favoriser la paix et la sécurité et, ce faisant, contribue à l'avancement des Objectifs de développement durable.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux indicateurs « Satisfaction à l'égard de la vie » et « Sentiment de sens et de but à la vie » dans le domaine « Satisfaction à l'égard de la vie et sentiment de sens et de but à la vie », et aux indicateurs « Sentiment de fierté/d'appartenance au Canada » et « Perceptions positives de la diversité » dans le domaine « Société » du [Cadre de qualité de vie pour le Canada](#).

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 3 : Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité.

Tableau 10 : L'amélioration du bien-être physique, social et économique chez les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier chez les femmes et les filles, dans les pays où le Canada est présent.

Le tableau 10 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à « L'amélioration du bien-être physique, social et économique chez les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier chez les femmes et les filles, dans les pays où le Canada est présent » au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Nombre de personnes formées dans un programme d'enseignement et de formation	30 000	31 mars 2025	2022–2023 : 51 076 (30 719 femmes, 9 370 hommes et 10 987 genre non indiqué)

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
technique et professionnelle axés sur la demande			2023–2024 : 29 160 (18 251 femmes, 6 342 hommes, et 4 567 genre non indiqué) 2024–2025 : 19,6 millions (10,3 millions de femmes, 9,3 millions d'hommes) ⁵
Nombre de personnes touchées par des interventions spécifiques en matière de nutrition	150 millions	31 mars 2025	2022–2023 : 3 371 (1 584 filles et 1 787 garçons) enfants de moins de 5 ans dépistés et traités pour malnutrition aiguë sévère; en outre, 174 472 756 enfants ont reçu les 2 doses recommandées de vitamine A 2023–2024 : 156 930 188 enfants de moins de 5 ans ont reçu des suppléments de vitamine A 2024–2025 : 155 070 566 enfants de moins de 5 ans ont reçu des suppléments de vitamine A
Nombre d'entrepreneurs, de fermiers, et de petits exploitants agricoles dotés de services financiers et/ou de développement d'entreprises grâce aux projets financés par AMC	2 millions	31 mars 2025	2022–2023 : 6 182 767 (2 706 925 femmes; 3 435 046 hommes; 40 796 genre non indiqué) 2023–2024 : 7 356 296 (3 489 792 femmes, 3 685 732 hommes et 180 772 genre non indiqué) 2024–2025 : 7 073 878 (3 665 183 femmes, 3 312 695 hommes et

⁵ Le résultat a été nettement supérieur à la cible fixée, en raison d'un nouveau financement multidonateurs accordé à Generation Unlimited pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels. En 2024-2025, le Canada était le principal partenaire gouvernemental du Qatar. La cible sera ajustée à l'avenir en raison de ce nouveau financement pluriannuel (2024-2029).

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
			96 000 genre non indiqué)
Nombre d'individus ayant une sensibilisation, des connaissances ou des compétences accrues pour promouvoir la participation et le leadership des femmes dans la vie publique	30 000	31 mars 2025	2022–2023: 102 047 (90 109 femmes; 10 731 hommes; 1 207 genre non indiqué) 2023–2024 : 88 591 (77 743 femmes, 4 421 hommes et 6 427 genre non indiqué) 2024–2025 : 48 920 (30 891 femmes; 15 317 hommes; 2 712 genre non indiqué)
Nombre de bénéficiaires (h/f) des projets d'adaptation aux changements climatiques financés par AMC	au moins 10 millions	2050	2022–2023 : 4 808 548 (2 858 925 femmes; 1 909 471 hommes; 40 152 genre non indiqué) 2023–2024 : 1 177 966 (89 899 femmes, 42 052 hommes et 1 046 015 genre non indiqué) 2024–2025 : 7,7 millions

Tableau 11 : L'amélioration du renforcement du pouvoir et du respect des droits des femmes et des filles dans les pays où le Canada est présent.

Le tableau 11 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à « L'amélioration du renforcement du pouvoir et du respect des droits des femmes et des filles dans les pays où le Canada est présent » au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Nombre de personnes touchées par des projets financés par AMC visant à prévenir, répondre et mettre fin à la violence sexuelle et fondée sur le genre, incluant les mariages d'enfants, les mariages précoces et forcés et/ou les mutilations génitales féminines	47 millions	31 mars 2025	2022–23 : 34 973 510 (18 028 225 femmes; 8 907 019 hommes; 8 038 266 genre non indiqué) 2023–24 : 40 969 344 (19 447 417 femmes, 15 614 261 hommes et 5 907 666 genre non indiqué) 2024–25 : 56 410 671 (10 712 300 femmes; 6

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
			314 804 hommes; et 39 383 567 genre non indiqué)
Nombre d'organisations de femmes et de réseaux de femmes faisant la promotion des droits des femmes et de l'égalité des sexes qui reçoivent l'appui d'AMC pour la programmation et/ou le renforcement institutionnel	2 400	31 mars 2025	2022–2023 : 2 937 2023–2024 : 3 054 2024–2025 : 2 969

Tableau 12 : La souffrance est allégée et la dignité humaine est accrue dans les collectivités aux prises avec des crises humanitaires.

Le tableau 12 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à « La souffrance est allégée et la dignité humaine est accrue dans les collectivités aux prises avec des crises humanitaires » au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Nombre de bénéficiaires qui reçoivent une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence comparativement aux besoins et en tenant compte de l'intervention mondiale	S/O	S/O	2022–2023 : 160 millions 2023–2024 : 152 millions (80,1 millions de femmes, dont 43,4 millions de filles ; 71,9 millions d'hommes, dont 42,7 millions de garçons) 2024–2025 : 124,4 millions (66,8 millions de femmes, dont 35,9 millions de filles ; 57,6 millions d'hommes, dont 35,1 millions de garçons)
Nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays qui bénéficient d'une aide et d'une protection	S/O	S/O	2022–2023 : 29,4 millions réfugiés et 57,3 millions déplacés internes 2023–2024 : 31,6 millions réfugiés et 63,2 millions déplacés internes

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
			2024–2025 : 31 millions réfugiés et 68,1 millions déplacés internes
Nombre de personnes qui ont reçu des services de santé sexuelle et reproductive, y compris l'accès à la contraception, grâce à des interventions humanitaires d'organismes de la société civile	S/O	S/O	2022–2023 : 392 498 2023–2024 : 377 932 (268 574 femmes et 109 358 hommes) 2024–2025 : 932 485 (665 088 femmes et 267 397 hommes)

Tableau 13 : La paix et de sécurité sont améliorées dans les pays et les régions où le Canada est présent. Le tableau 13 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à « La paix et de sécurité sont améliorées dans les pays et les régions où le Canada est présent » au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage de l'aide internationale qui vise les États fragiles et touchés par des conflits.	S/O	S/O	2022–2023 : 48 % 2023–2024 : 71 % 2024–2025 : 71 %
Nombre d'interventions soutenues par le Canada qui ont été adoptées par nos partenaires afin d'empêcher, de détecter et de réagir à la criminalité, au terrorisme et à la prolifération des armes y compris les armes de destruction massive et les matériaux connexes.	S/O	S/O	2022–2023 : 252 2023–2024 : 1 839 2024–2025 : 5 909
Le montant d'aide internationale (\$) investi par Affaires mondiales Canada dans les efforts internationaux et nationaux pour enquêter et poursuivre des crimes commis dans les situations de conflit	S/O	S/O	2022–2023 : 193,7 millions de dollars 2023–2024 : 191,3 millions de dollars 2024–2025 : 204,9 millions de dollars

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
violent, y compris la violence sexuelle et fondée sur le sexe			

Tableau 14 : L'aide internationale du Canada est plus efficace en tirant parti des partenariats de l'innovation et de l'expérimentation.

Le tableau 14 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à « L'aide internationale du Canada est plus efficace en tirant parti des partenariats de l'innovation et de l'expérimentation » au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Nombre de nouveaux partenaires qui reçoivent l'appui d'AMC dans les programmes en matière de prestation de l'aide internationale, selon le type	52	31 mars 2025	2022–2023 : Total 35; 5 de la société civile (canadienne); 19 de la société civile (à l'étranger); 1 gouvernement (canadien); 0 gouvernement (à l'étranger); 1 multilatéral (essentiel) 3 multilatéraux (non essentiels); 2 du secteur privé (canadien); 4 du secteur privé (à l'étranger) 2023–2024 : Total 55; 12 de la société civile (canadienne); 29 de la société civile (à l'étranger); 2 gouvernements (à l'étranger); 2 multilatéral (essentiel); 4 multilatéraux (non essentiels); 1 du secteur privé (canadien); 5 du secteur privé (à l'étranger) 2024–2025 : Total 59; 14 de la société civile (canadienne);

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
			32 de la société civile (à l'étranger); 1 gouvernement (canadien); 3 gouvernement (à l'étranger); 0 multilatéral (essentiel); 2 multilatéraux (non essentiels); 3 du secteur privé (canadien); 4 du secteur privé (à l'étranger)
Pourcentage d'initiatives mettant en oeuvre des solutions innovantes en matière de prestation de l'aide internationale	13,8 %	31 mars 2025	2022–2023 : 6,8 % 2023–2024 : 1 % 2024–2025 : 9,5 % ⁶

La [section Résultats de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement à Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité en 2024-2025 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel d'Affaires mondiales Canada pour l'exercice.

L'amélioration du bien-être physique, social et économique chez les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier chez les femmes et les filles, dans les pays où le Canada est présent.

Résultats obtenus

- En 2024-2025, l'escalade des conflits, les catastrophes climatiques et l'instabilité économique ont aggravé les vulnérabilités des pays en développement, mettant à rude épreuve leurs systèmes sanitaires, alimentaires et financiers et soulignant le besoin urgent de stratégies de développement résilientes et menées à l'échelle locale. Dans un contexte de baisse des investissements mondiaux dans le développement international, AMC a continué de soutenir les organisations canadiennes et internationales qui contribuent à améliorer les conditions de vie des plus pauvres et des plus vulnérables. La réduction de la pauvreté mondiale et l'amélioration des perspectives pour tous sont essentielles à l'édification d'un monde sûr, durable et prospère, surtout dans les régions où les entreprises canadiennes exercent leurs activités et où les Canadiens voyagent, travaillent et résident.

⁶ La cible n'a pas été atteinte en raison d'un nombre insuffisant de projets répondant aux critères d'innovation.

- Les efforts déployés par le Ministère pour renforcer les systèmes de santé mondiaux ont permis de sauver des vies partout dans le monde et de protéger les Canadiens. AMC a activement contribué aux négociations multilatérales de l'Accord de l'OMS sur les pandémies afin d'améliorer les cadres juridiques internationaux pour la prévention, la préparation et l'intervention en situation de pandémie. À la coprésidence du Groupe de travail intérimaire sur l'Agenda de Lusaka, le Canada a fait avancer la vision d'une couverture de santé universelle financée par l'État, en soutenant la coordination des initiatives de santé mondiales et en aidant à élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre de l'Agenda de Lusaka en Afrique.
- Les programmes de santé mondiale d'AMC mettent l'accent sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, la nutrition, la prévention des maladies infectieuses et la préparation et l'intervention en situation de pandémie. Le Ministère est venu en aide à plus de 6 millions de personnes à risque et touchées par la crise au Myanmar, y compris les Rohingyas, par l'intermédiaire de fonds d'affectation spéciale gérés par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, qui fournissent des services de santé, de nutrition et de subsistance adaptés aux femmes. En Afghanistan, le soutien d'AMC a permis de fournir des services essentiels de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente dans les communautés éloignées, touchant près de 190 000 bénéficiaires – principalement des femmes et des enfants – par l'intermédiaire de 105 maisons de santé familiale. En outre, les contributions du Ministère au Fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale pour la résilience de l'Afghanistan ont contribué à l'acquisition de fournitures médicales et de doses de vaccins qui ont bénéficié à 1,7 million d'enfants et 6,1 millions de femmes. Les services essentiels destinés aux personnes les plus vulnérables favorisent la stabilité et la résilience, soutenant ainsi la stabilité mondiale.
- Le soutien d'AMC aux efforts mondiaux de vaccination en 2024-2025 a permis de répondre à plus de 50 éclosoptions de maladies infectieuses. Par l'intermédiaire de Gavi, l'Alliance du Vaccin, AMC a contribué à la livraison de 37 millions de doses de vaccin contre le choléra, au lancement de la vaccination contre le virus du papillome humain dans 5 pays et au déploiement de vaccins contre le paludisme dans 18 pays. Un soutien supplémentaire par l'entremise de l'Organisation panaméricaine de la santé et de l'Initiative mondiale pour l'équité vaccinale du Canada a permis de renforcer la vaccination systématique en Amérique latine et dans les Caraïbes, d'élargir l'accès aux vaccins, de former des milliers de travailleurs de la santé et d'améliorer la réponse à la variole simienne en République démocratique du Congo, où le Canada a fait don de 200 000 vaccins et a aidé l'OMS à augmenter de 23 % la recherche des contacts et à réduire de 60 % les délais d'exécution des tests.
- En 2024-2025, AMC s'est efforcé de réduire les obstacles à une éducation de qualité, sûre et inclusive, y compris pour les réfugiés et les personnes déplacées. Par exemple, l'aide du Ministère à l'initiative Education Cannot Wait a permis d'atteindre 11,4 millions d'enfants et d'adolescents touchés par la crise – dont 26 % étaient des réfugiés et 14 % des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays – en formant 107 600 enseignants, en fournissant 335 000 repas scolaires, en distribuant 374 000 ressources d'apprentissage et en construisant ou réhabilitant 13 000 salles de classe dans 32 pays. Ainsi, 95 % des programmes ont amélioré l'accès à l'éducation et la fréquentation scolaire. AMC a aidé le système éducatif jordanien à améliorer l'accès à une éducation de qualité dans toutes les écoles publiques, touchant près de 1,6 million d'enfants chaque année, dont 152 000 élèves réfugiés et enfants handicapés.
- En 2024-2025, le soutien d'AMC a contribué à améliorer les systèmes agricoles et la résistance aux changements climatiques, notamment dans le cadre de programmes ciblés destinés aux petites exploitantes agricoles afin d'accroître la sécurité alimentaire, de lutter contre la malnutrition et de contribuer à la croissance économique, à l'emploi et aux revenus. En Bolivie, 1 100 femmes ont acquis les connaissances nécessaires pour diversifier et augmenter leurs revenus grâce à la culture

du tara, un arbuste qui améliore la qualité des sols, favorise la biodiversité et dont les fruits sont récoltés et utilisés dans les industries du cuir, des cosmétiques et de l'alimentation. Au Sénégal, un projet de l'Institut Jane Goodall a aidé 975 ménages dirigés par des femmes à cultiver, transformer et commercialiser une culture de fonio résistante à la sécheresse (une céréale traditionnelle riche en nutriments provenant de l'Afrique de l'Ouest) en introduisant des décortiqueuses qui ont réduit le temps de traitement, passant de 40 heures par semaine à 20 minutes pour 50 kg de graines de fonio.

- AMC a soutenu des programmes de lutte contre les changements climatiques pour aider les pays en développement à faire transiter leurs économies vers des voies à faibles émissions de carbone et résilientes sur le plan climatique. Par exemple, avec le soutien du Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie, le premier projet d'énergie solaire flottante dirigé par le secteur privé au Vietnam a pu produire suffisamment d'énergie pour alimenter environ 7 300 foyers par année, contribuant ainsi à faire progresser le secteur de l'énergie propre dans la région. AMC a également contribué à élargir la couverture d'assurance contre les risques climatiques et les catastrophes dans la Communauté des Caraïbes, ce qui a permis de couvrir 131 627 personnes supplémentaires dans 4 pays à la suite de l'ouragan Beryl. En Haïti, le Ministère a contribué à améliorer la productivité agricole et la résilience climatique : 5 450 agriculteurs haïtiens ont adopté des pratiques adaptées au climat, augmentant les rendements de cacao et d'igname et séquestrant au passage 3 700 tonnes de CO₂.
- Le Ministère a soutenu des initiatives avec les pays en développement visant à enrayer et à inverser la perte de biodiversité, conformément au Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. En 2024-2025, le Canada est devenu le plus important donateur du Fonds-cadre mondial pour la biodiversité (200 millions de dollars), géré par le Fonds pour l'environnement mondial. Le financement d'AMC contribue à la création ou à l'amélioration de la gestion de 30,4 millions d'hectares d'aires terrestres et marines protégées, à l'atténuation de 54,5 millions de tonnes d'équivalent en CO₂ et à l'amélioration de la biodiversité et des aires protégées qui ont bénéficié à 227 000 personnes dans ces communautés. Le Ministère a également soutenu la conservation de la biodiversité marine et l'utilisation durable des ressources en Colombie, en Équateur et au Pérou en utilisant la technologie satellitaire canadienne et la plateforme de détection des navires noirs du Canada pour détecter la pêche illégale et protéger les communautés côtières.
- AMC a amélioré l'accès aux débouchés économiques pour les personnes et les entreprises des pays en développement et des marchés émergents, contribuant à favoriser des environnements commerciaux stables et axés sur la croissance, en particulier dans les régions où les entreprises canadiennes exercent leurs activités. Par exemple, le soutien accordé au Bureau de facilitation des échanges du Canada a permis à Jute Land, une PME du Bangladesh, d'améliorer son état de préparation à l'exportation, ce qui a entraîné la création de 300 nouveaux emplois, tous occupés par des femmes.

Impact sur la nutrition mondiale

Grâce à son soutien à Nutrition International, AMC a contribué à avoir un impact mondial significatif, notamment en prévenant plus de 12,8 millions de cas d'anémie chez les femmes en âge de procréer, en fournissant à plus de 370 millions de personnes des aliments enrichis, en administrant 159 millions de doses de vitamine A aux enfants de moins de 5 ans et en fournissant des suppléments hebdomadaires de fer et d'acide folique à près de 3,9 millions d'adolescentes.

L'amélioration du renforcement du pouvoir et du respect des droits des femmes et des filles dans les pays où le Canada est présent.

Résultats obtenus

- AMC a consacré des efforts pour renforcer l'égalité des genres et l'autonomie des femmes et des filles, pour protéger les droits des femmes et des filles, et pour prévenir et combattre la violence sexuelle et fondée sur le genre (VSFG). Dans l'ensemble, l'aide au développement international d'AMC a permis d'améliorer la santé, la prospérité et le bien-être de millions de femmes et de filles, notamment grâce au programme Voix et leadership des femmes et à d'autres initiatives qui ont soutenu des organisations locales et dirigées par des femmes. Le soutien aux organisations de défense des droits des femmes contribue à bâtir des sociétés civiles plus dynamiques et inclusives, ainsi que des institutions démocratiques plus solides, ce qui favorise des partenariats mondiaux plus stables auxquels le Canada se fie.
- Dans le contexte des défis associés à la guerre de la Russie contre l'Ukraine, AMC a aidé le projet Réaliser une percée municipale en matière de réponse efficace à la violence sexuelle et fondée sur le genre (connu sous le nom d'AMBER) à renforcer la protection contre la violence sexuelle et fondée sur le genre en rendant 30 villes et communautés plus sûres grâce à des systèmes de prévention et de réponse à la violence sexuelle et fondée sur le genre axés sur les personnes ayant vécu ce type de violence, et en mobilisant 4 500 participants directement et 240 000 par l'entremise de campagnes de sensibilisation. Au Bénin, le Ministère a fait progresser les droits et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles en appuyant des initiatives sur la violence fondée sur le genre, l'éducation et l'inclusion économique, en formant 441 responsables de la protection et travailleurs de la santé – dont 136 femmes – et en faisant participer plus de 73 600 membres de la communauté à des activités de sensibilisation. Au Nigéria, plus de 4 781 personnes ayant vécu de la violence fondée sur le genre ont reçu un soutien essentiel; 306 000 femmes et filles et 472 dirigeants communautaires ont été sensibilisés grâce aux efforts déployés à cet égard; et 9 politiques importantes ont été influencées, ce qui comprend un plan d'action sur la traite des enfants, un soutien juridique et un travail de représentation en faveur des étudiants et des réformes de la politique d'égalité des genres dans 5 universités.
- En Amérique centrale, le financement versé à l'Organisation internationale pour les migrations par AMC a renforcé la capacité des organisations publiques et de la société civile à protéger les femmes et les filles migrantes, ce qui a permis à 5 103 femmes du Salvador, du Guatemala et du Honduras d'accéder à des services de santé mentale et à un soutien psychosocial. En Haïti, 4 232 personnes ayant vécu de la violence fondée sur le genre ont reçu du soutien. De plus, 27 organisations de défense des droits des femmes ont bénéficié d'une assistance technique et financière pour faire avancer leurs activités de sensibilisation, ce qui a conduit à la création d'une plateforme en ligne pour documenter les cas de violence fondée sur le genre, à la création de groupes de surveillance de la violence fondée sur le genre, à une aide juridique pour signaler les cas de viols commis par des gangs et à une nouvelle obligation légale pour les autorités de fournir des certificats médicaux gratuits aux victimes d'agressions sexuelles.
- La mobilisation et l'éducation de toutes les couches de la société sont essentielles pour mettre fin à la violence fondée sur le genre et à la discrimination. Avec le soutien d'AMC, le projet RECAF-Jeu (Renforcement des Capacités des Filles par le Sport et le Jeu) au Sénégal a permis de renforcer le pouvoir de plus de 6 500 filles grâce à 84 clubs et espace sûrs, au sport et à la formation en leadership. Il a également permis à 3 100 garçons de recevoir une éducation à la masculinité positive et à 466 entraîneurs de promouvoir l'égalité des genres et l'hygiène menstruelle. Au Kenya, le

Ministère a appuyé Journalistes pour les droits humains à lancer des campagnes médiatiques nationales et des forums dirigés par des femmes, ce qui a mené à la désignation des féminicides comme une crise nationale et à la formation d'un groupe de travail présidentiel composé de 42 membres pour lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre par le gouvernement.

- AMC a activement défendu les droits des femmes, en éliminant les obstacles à l'égalité et en améliorant les résultats socioéconomiques, en particulier dans les régions en développement et touchées par des crises. L'aide internationale canadienne a contribué à protéger le droit des filles à l'éducation en Afghanistan en permettant à 620 filles d'accéder à l'enseignement secondaire en ligne et en aidant 50 femmes à poursuivre des études postsecondaires dans une université régionale, malgré les interdictions imposées par les talibans. Cette initiative était essentielle, car l'interdiction empêchant les filles d'accéder à l'école au-delà du niveau primaire imposée par les talibans en Afghanistan a laissé 1,5 million de filles sans accès à l'école. Au Liban, 4 organisations de défense des droits des femmes ont été en mesure de fournir des services et de mener des campagnes de sensibilisation, qui ont touché plus de 237 000 personnes dans tout le pays, sur des questions telles que la violence fondée sur le genre en ligne, la justice respectueuse des femmes et la participation des femmes à la vie politique.
- Avec le soutien d'AMC, Voix et leadership des femmes – Ukraine a soutenu 11 initiatives dans 8 organisations 2ELGBTQI+ ce qui a directement profité à 1 103 personnes 2ELGBTQI+ et aidé 2 organisations à élaborer des plans stratégiques à long terme. En s'associant à Insight, le Ministère a contribué à faire progresser l'inclusion des personnes 2ELGBTQI+ dans le mouvement des femmes. Le Ministère a également soutenu le projet de la Banque mondiale « Inclusion des minorités sexuelles et de genre aux données et à des changements dans les politiques » dans le cadre duquel, en 2024-2025, des recherches répertoriant les lacunes juridiques et politiques dans 64 pays ont été publiées, plus de 3 000 intervenants ont été formés, 28 profils de pays ont été élaborés et 6 consultations ont été organisées avec des membres 2ELGBTQI+ de la société civile.
- AMC a continué à défendre et à soutenir les efforts visant à aborder la question de l'égalité des genres dans la prestation de soins rémunérée et non rémunérée dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Au Pérou, AMC a soutenu le projet Ouvrir des portes de l'Organisation internationale du travail, qui a amélioré les conditions socioéconomiques de plus de 1 500 prestataires de soins à domicile en leur offrant une formation qui leur a permis de négocier de meilleures conditions de travail et de comprendre leurs droits. Au Vietnam, une initiative financée par AMC a contribué à réduire de 3 heures par jour en moyenne le temps que les femmes consacrent à la prestation de soins non rémunérés, en permettant l'offre de services de pension à la maternelle. Le projet a également touché plus de 2 600 personnes par l'entremise d'événements visant à promouvoir le partage des responsabilités en matière de soins et a stimulé les possibilités génératrices de revenus pour 76 % des femmes et 73 % des hommes, 81 % des femmes déclarant une amélioration de leur épargne. En Colombie, AMC a contribué à l'élaboration et au lancement de la politique nationale en matière de soins, qui vise à réduire les inégalités, à améliorer la qualité de vie et à transformer la manière dont les soins sont organisés et valorisés dans la société.

La souffrance est allégée et la dignité humaine est accrue dans les collectivités aux prises avec des crises humanitaires.

Résultats obtenus

- AMC s'est efforcé à réduire l'impact des crises humanitaires, y compris les déplacements forcés, l'insécurité alimentaire aiguë et la malnutrition aiguë visant à sauver des vies et à réduire la souffrance, tout en contribuant à atténuer les risques de troubles sociaux potentiels, l'instabilité et les déplacements de population susceptibles d'avoir un impact sur la sécurité et la prospérité mondiales. Par exemple, le financement en matière d'aide humanitaire du Ministère a aidé le Programme alimentaire mondial à atteindre environ 124 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire, dont 90 millions avec une aide vitale en nature et en espèces, et a permis à la Banque canadienne de grains de fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence à environ 276 000 personnes. De plus, le soutien d'AMC à l'UNICEF a permis d'atteindre plus de 109 millions d'enfants de moins de 5 ans grâce au dépistage précoce et au traitement de l'émaciation et d'autres formes de malnutrition.
- AMC a collaboré avec des partenaires canadiens, internationaux et locaux pour répondre rapidement aux urgences dans le monde entier, notamment en Cisjordanie et à Gaza, en Haïti et partout en Afrique. Par exemple, en 2024, le Ministère a travaillé avec les Nations Unies, la Croix-Rouge et les ONG partenaires pour répondre aux besoins urgents découlant de l'escalade du conflit et des conditions instables en Cisjordanie et à Gaza, en adaptant les ressources à l'environnement opérationnel imprévisible. AMC a également travaillé avec des partenaires dans les pays touchés par la crise au Soudan, ce qui a permis l'acheminement d'une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence et la fourniture de services de santé et d'autres formes de soutien. En réponse à la violence croissante des gangs, aux déplacements forcés et à l'effondrement des services essentiels en Haïti, le soutien du Ministère a permis de traiter 6 730 personnes pour malnutrition aiguë et 92 000 enfants pour malnutrition, d'apporter une aide alimentaire à 8 650 personnes et de fournir une assistance alimentaire vitale à 2 millions de personnes.
- AMC a également travaillé avec des partenaires canadiens et internationaux pour fournir une aide humanitaire aux personnes touchées par des catastrophes naturelles. Par exemple, le Ministère a réagi aux ravages causés par le cyclone Remal, qui a frappé le Bangladesh en mai 2024, en aidant la Croix-Rouge canadienne à fournir des articles de première nécessité et des services de santé et de protection d'urgence. Il a également aidé le Programme alimentaire mondial à apporter une aide alimentaire immédiate et l'Organisation internationale pour les migrations à fournir des abris d'urgence aux personnes les plus vulnérables touchées par le cyclone. AMC a aussi réagi aux conséquences de l'ouragan Beryl dans les Caraïbes en déployant 5 500 articles de première nécessité pour la Croix-Rouge jamaïcaine; en appuyant les opérations de la Croix-Rouge à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, à la Grenade et à la Jamaïque; et en allouant des fonds à la réponse d'urgence du Programme alimentaire mondial. Par l'intermédiaire du Fonds canadien d'aide humanitaire, le Ministère a également fourni une aide immédiate à plus de 96 000 personnes touchées par des catastrophes naturelles en Afghanistan, au Tchad, en Colombie, au Myanmar, au Népal et au Nigéria.
- AMC a été actif à l'échelle mondiale pour influencer les mécanismes de gouvernance des principaux partenaires humanitaires multilatéraux, dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficience du système humanitaire international tout en faisant progresser les priorités de la politique humanitaire, comme l'action humanitaire favorisant l'égalité des genres, la protection des organisations impartiales, la sûreté et la sécurité des travailleurs, la protection des civils et le respect du droit international humanitaire dans les conflits armés. Le Canada a plaidé en faveur du mandat de protection des civils des Nations Unies, le respect des principes humanitaires et le respect du droit international humanitaire, notamment en participant à la 34^e Conférence internationale du Mouvement Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en octobre 2024. Le Canada a fait valoir des

positions juridiques et politiques clés en publiant une déclaration nationale et en contribuant à la négociation et à l'adoption de 5 résolutions visant à renforcer le respect du droit humanitaire international, à préserver l'espace humanitaire et à accroître la sécurité du personnel humanitaire.

- En tant que président du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial en 2025, le Canada a accordé la priorité à l'obligation de diligence, à la réforme organisationnelle et à l'inclusion au sein du Conseil. Il a également joué le rôle de responsable du groupe des donateurs traditionnels. AMC a contribué à faciliter l'approbation des politiques organisationnelles sur la résilience, les changements climatiques et les repas scolaires, et a contribué à l'élaboration du Plan de gestion 2025-2026.

La paix et de sécurité sont améliorées dans les pays et les régions où le Canada est présent.

Résultats obtenus

- La programmation reliée aux opérations de paix et à la stabilisation d'AMC ont renforcé la stabilité mondiale et fait progresser l'aide internationale dans des contextes fragiles et touchés par des conflits, notamment en Ukraine, en Colombie, en Haïti, au Moyen-Orient, en Afrique et dans la région indo-pacifique. En contribuant à s'attaquer aux causes profondes des conflits à l'étranger, AMC a favorisé un paysage économique mondial plus stable et prévisible. Par exemple, au Soudan, le Ministère a soutenu les efforts de transition démocratique en facilitant la participation des civils au congrès de fondation d'une coalition de forces prodémocratiques soudanaises en mai 2024 et la formation de 120 membres du comité pour la paix et de la communauté en matière de santé mentale et de soutien à la suite d'un traumatisme, ainsi qu'en équipant 96 membres de la société civile au Darfour pour documenter la violence par l'entremise d'un réseau communautaire d'alerte précoce. En Irak, AMC a renforcé la réponse aux violences sexuelles liées aux conflits en améliorant la capacité des professionnels de la santé, du droit et de l'application de la loi à documenter ces cas conformément aux normes internationales, grâce à l'élaboration d'outils médico-légaux, de programmes pilotes, d'une formation avancée et d'un nouveau programme de formation judiciaire.
- En 2024-2025, AMC a appuyé des interventions visant à prévenir et à détecter la criminalité et le terrorisme et à y répondre; à lutter contre la prolifération des armes nucléaires, radiologiques, chimiques, biologiques et conventionnelles; et à améliorer le respect des régimes de non-prolifération, de contrôle des armements et de désarmement, y compris aux Nations Unies, au G7 et au G20. Par exemple, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes d'AMC a soutenu les efforts visant à améliorer l'efficacité des enquêtes sur le terrorisme, la sécurité des frontières et la coopération régionale, ce qui s'est traduit par 28 000 millions de recoupements avec les bases de données d'INTERPOL, 99 correspondances liées au terrorisme, 115 arrestations, la saisie de plus de 3 000 kg de cocaïne et le démantèlement de multiples réseaux criminels liés au trafic d'armes à feu illicites, de drogues et de véhicules volés.
- Le programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité d'AMC a contribué à améliorer la sécurité des aéroports dans des pays comme le Costa Rica, la République dominicaine et l'Égypte en renforçant les capacités des aéroports internationaux à cibler et à intercepter les passagers, les marchandises et le courrier à haut risque. Dans l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes, les efforts déployés par AMC pour lutter contre la production et le trafic de drogues illicites ont permis de réaliser 58 000 analyses, de saisir 88 kg de substances illicites, d'identifier 92 nouvelles substances psychoactives et d'adopter une nouvelle législation dans cinq pays afin de contrôler 44 nouvelles drogues synthétiques. En Ukraine, le Ministère a fourni

une formation et des équipements pour aider les autorités ukrainiennes à répondre aux cyberattaques et à défendre les infrastructures critiques.

- AMC a soutenu les efforts de renforcement des capacités dans le cadre du Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes, dirigé par le G7, et a travaillé au renforcement de la sécurité nucléaire. Par exemple, le Ministère a contribué à renforcer la capacité internationale à repérer les tentatives de la Corée du Nord de se soustraire aux sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies liées à ses programmes d'armes de destruction massive et de missiles et à intervenir à cet égard. En conséquence, plus de 250 navires nord-coréens ont été reconnus comme des participants présumés à des réseaux de contournement des sanctions. AMC a également dirigé les efforts du Canada pour prévenir le terrorisme biologique et la prolifération, notamment en soutenant l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ainsi que l'universalisation et la mise en œuvre à l'échelon national des régimes de contrôle des armes conventionnelles. Par exemple, plus de 79 000 échantillons d'Ebola ont été mis en sécurité ou détruits en Sierra Leone pour éviter qu'ils ne soient acquis par des bioterroristes ou des proliférateurs étatiques.
- Par l'entremise de l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix, dirigée par le Canada, et du Programme de prix pour les femmes, la paix et la sécurité, AMC a appuyé des femmes bâtisseuses de paix et des organisations de défense des droits des femmes, a fait la promotion de l'adoption d'approches favorisant l'égalité des genres dans les processus de paix et de sécurité et a favorisé la participation concrète des femmes en uniforme dans les opérations de paix. En 2024-2025, le Ministère a soutenu la recherche, les activités de défense des droits et les partenariats avec la société civile, les universités et les institutions de sécurité au Ghana, au Sénégal et en Zambie, ce qui a permis de mieux connaître les obstacles à la participation des femmes aux opérations de paix des Nations Unies et de renforcer la capacité institutionnelle à recruter, à former et à déployer des femmes gardiennes de la paix en uniforme.
- En 2024-2025, AMC a activement soutenu le lancement du premier Plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité de la Colombie et a présidé le Groupe de travail sur l'égalité des genres dans la coopération internationale, qui a réuni 51 partenaires internationaux pour coordonner le soutien. Le Ministère a également contribué au Fonds fiduciaire multipartenaires des Nations Unies qui soutient la mise en œuvre des priorités thématiques et territoriales liées à l'accord de paix de 2016 en Colombie et aux processus de négociation et de dialogue du gouvernement avec les groupes armés et les gangs criminels, une initiative importante arrimée au programme sur les femmes, la paix et la sécurité.
- AMC a intensifié ses efforts pour lutter contre la cybercriminalité et les menaces numériques posées par des acteurs malveillants, étatiques et non étatiques, aux infrastructures critiques et à la démocratie partout dans le monde. Par exemple, le Ministère a renforcé la résilience numérique mondiale en soutenant la plateforme d'assistance pour la sécurité numérique d'Access Now, qui a résolu plus de 92 % des 2 221 demandes de sécurité numérique, dont un grand nombre émanaient de femmes défenseurs des droits de la personne et de militants 2ELGBTQI+, et a amélioré la sécurité de la société civile, tout en contribuant aux efforts internationaux de cyberdissuasion.

Rétablir la sécurité et l'accès au moyen du déminage

Le soutien du Ministère quant au déminage et au nettoyage des zones de combat dans les oblasts de Kiev et de Kharkiv, en Ukraine, a bénéficié directement et indirectement à plus de 19 000 personnes en permettant des déplacements plus sûrs et en rétablissant l'accès aux infrastructures essentielles telles que les routes, les hôpitaux

et les écoles, ainsi qu'en facilitant la reprise économique et en stabilisant la vie quotidienne dans les communautés touchées par la guerre.

L'aide internationale du Canada est plus efficace en tirant parti des partenariats de l'innovation et de l'expérimentation.

Résultats obtenus

- En 2024-2025, AMC a fait progresser son Initiative de transformation des subventions et des contributions pour améliorer la façon dont l'aide internationale est gérée et fournie. L'une des principales réalisations a été une plus grande souplesse dans les budgets de tous les accords de contribution actuels et futurs, ce qui permet aux organisations de mise en œuvre de mieux répondre aux crises inattendues et de protéger les activités des projets. Parmi les autres résultats notables, mentionnons la rationalisation des processus, qui pourrait se traduire par des gains de temps importants une fois automatisés, ainsi que le développement et la mise à l'essai des fonctionnalités d'une nouvelle plateforme numérique visant à réduire les délais d'intégration des projets de plusieurs années à 16 semaines seulement, dans certains cas. Ces innovations permettront d'accélérer la mise en œuvre des programmes, de réduire les chevauchements et de réagir plus vite et efficacement à l'évolution des priorités mondiales.
- Grâce à un financement novateur, AMC a été en mesure de catalyser des investissements supplémentaires du secteur privé en faveur du développement durable. Le Ministère a collaboré avec des donateurs internationaux et des investisseurs institutionnels pour faire avancer l'initiative SCALED (Scaling Capital for Sustainable Development), qui aide à mobiliser l'investissement privé pour le développement durable dans les marchés émergents et les pays en développement en améliorant l'efficacité et l'extensibilité des financements mixtes. Dans le cadre du projet Capacité à recevoir des investissements d'impact au Vietnam, 65 entreprises à retombées sociales ont été formées en investissements durables et respectueux de l'environnement. La formation a permis de grandement améliorer les connaissances en matière de mobilisation de capitaux et de mobiliser de nouveaux investissements substantiels, notamment pour soutenir l'agriculture adaptée au climat au profit des communautés ethniques minoritaires.
- Dans le cadre du partenariat du Canada avec le Fond de promotion de l'égalité des genres, de la résilience, des possibilités et de l'inclusion de la Société financière internationale, AMC a appuyé la création d'emplois de qualité pour les femmes dans une entreprise kenyane de vêtements, avec des possibilités d'avancement de carrière. De plus, l'investissement du Ministère dans le Fonds Aequitas d'investissement d'impact a attiré une contribution de 15 millions de dollars de Desjardins, élargissant l'accès aux produits financiers dans les pays en développement et démontrant le potentiel des partenariats avec les acteurs du secteur privé canadien.
- AMC a continué à soutenir une plus grande innovation et expérimentation dans l'assistance internationale par l'entremise de l'initiative des petites et moyennes organisations canadiennes pour l'impact et l'innovation. Par exemple, par l'intermédiaire du Fonds pour l'innovation et la transformation, AMC a aidé Fòs Feminista à mettre à l'essai un projet qui répond aux besoins non satisfaits en matière de santé sexuelle et reproductrice des femmes, des jeunes filles et des personnes de diverses identités de genre dans les zones reculées et mal desservies du couloir de migration de la Colombie. Le projet a introduit un modèle financièrement viable de télémédecine assistée par IA avec des diagnostics par ultrasons, fournis lors de journées consacrées à la santé

communautaire. Ces séances proposaient des consultations en temps réel et de l'imagerie facilitée par des infirmières et des travailleurs de la santé qualifiés, permettant ainsi des évaluations immédiates. Les outils d'IA ont rationalisé les tâches administratives, telles que la planification et la collecte de données, réduisant ainsi les coûts et les erreurs.

- Grâce à des partenaires de longue date comme Grands Défis Canada, AMC a continué à soutenir les innovations en matière de santé et d'aide humanitaire et à éliminer les obstacles à l'adoption, à la mise à l'échelle et à la durabilité des innovations éprouvées dans les pays partenaires. Par exemple, le Ministère a soutenu Tiny Totos, au Kenya, dans la mise à l'échelle d'une innovation numérique qui a permis à 602 garderies communautaires de suivre le développement des enfants et de mobiliser les parents, comparativement à seulement 25 garderies soutenues en 2017.

Principaux risques

En 2024-2025, AMC a poursuivi la mise en œuvre de sa Stratégie de gestion des risques d'entreprise, assurant l'identification, la gestion et le suivi des principaux risques stratégiques pour le ministère. Vous trouverez la description des risques qui s'appliquent à toutes les responsabilités essentielles, ainsi que les stratégies de gestion des risques, dans la section [Principaux risques en 2024-2025](#) du présent rapport.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Tableau 15 : Aperçu des ressources requises pour Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité

Le tableau 15 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	5 619 469 815	5 765 194 457
Équivalents temps plein	1 212	1 192

La [section Finances de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) et la [section Personnel de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités gouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et objectifs de développement durable

En 2024-2025, Affaires mondiales Canada a demeuré résolument engagé en faveur du développement durable et de l'avancement du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (Programme 2030) et de ses 17 Objectif de développement durable (ODD) met en évidence dans le [Rapport d'étape 2024-2025 de la Stratégie ministérielle de développement durable \(SMDD\) d'AMC](#).

Plus de renseignements sur l'apport d'AMC au plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme à l'horizon 2030 et à la Stratégie fédérale de développement durable se trouvent dans notre page sur la [Stratégie ministérielle de développement durable de 2023 à 2027](#). Pour de plus amples informations sur les contributions d'AMC au Programme 2030 et aux 17 ODD, veuillez consulter le Rapport d'AMC au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2024-2025; [l'Examen national volontaire 2023 du Canada](#); et le [Rapport annuel 2024 du Canada sur le Programme 2030 et les ODD](#).

Répertoire des programmes

Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité est appuyée par les programmes suivants :

- Opérations d'aide internationale
- Programmation du Bureau des droits de la personne, des libertés et de l'inclusion (BDPLI)
- Aide humanitaire
- Partenariats et innovation dans le développement
- Aide internationale multilatérale
- Stabilisation et opérations de paix
- Programmes visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité et le terrorisme
- Réduction des menaces d'armes
- Fonds canadien d'initiatives locales
- Aide internationale en Europe, dans l'Arctique, au Moyen-Orient et au Maghreb
- Aide internationale dans les Amériques
- Aide internationale en Asie-Pacifique
- Aide internationale en Afrique subsaharienne
- Politiques et opérations concernant les subventions et les contributions

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité sur la [page Résultats dans l'InfoBase du GC](#).

Responsabilité essentielle 4 : Aide aux Canadiens à l'étranger

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Progrès à l'égard des résultats](#)
- [Renseignements sur les résultats](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)

Description

Affaires mondiales Canada offre au moment opportun des services consulaires adéquats aux Canadiens à l'étranger, ce qui contribue à assurer leur sécurité.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux indicateurs « Sécurité personnelle », « La place du Canada dans le monde » et « Accès à un système de justice juste et équitable » dans le domaine « Saine gouvernance » du [Cadre de qualité de vie pour le Canada](#).

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 4 : Aide aux Canadiens à l'étranger.

Tableau 16 : Les Canadiens ont accès en temps opportun à de l'information et à des services qui permettent d'améliorer leur sécurité à l'étranger.

Le tableau 16 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à « Les Canadiens ont accès en temps opportun à de l'information et à des services qui permettent d'améliorer leur sécurité à l'étranger » au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Nombre de Canadiens qui utilisent les produits d'information sur les voyages du Ministère, y compris le recours à des initiatives de nature numérique	Augmentation de 5 % du nombre annuel de pages consultées sur le site voyage.gc.ca Augmentation annuelle de 2 % des abonnés sur les médias sociaux	31 mars 2025	2022–2023 : Diminution de 44 % des visites à voyage.gc.ca (65 658 745 visites) ; Augmentation de 6,17 % des abonnés des médias sociaux (662 250) 2023–2024 : Diminution de 56 % visites annuelles (28 689 181) ; Augmentation de 4,40 % des abonnés des médias sociaux (691 358) 2024–2025 : Diminution de 4,42 % des visites à voyage.gc.ca (27 419 334 visites) ; Augmentation de 11,23 % des abonnés des médias sociaux (769 017) ⁷

⁷ Le nombre de visites annuelles sur voyage.gc.ca a continué à diminuer, le trafic se normalisant progressivement après les volumes élevés enregistrés au cours de la période COVID-19.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage de cas consulaires traités à l'intérieur des normes de service établies	90 %	31 mars 2025	2022–2023 : Réponse initiale dans un délai d'un jour ouvrable : 97 % ; Prise de contact dans le mois suivant la mise en détention : 96 % ; Prise de contact dans le mois suivant le prononcé de la sentence : 90 % ; Prise de contact dans les 3 mois suivant le transfert : 97 % ; Annuellement : 90 % 2023–2024 : 96 % dans un délai de 1 jour ouvrable pour les cas consulaires ; 97 % dans le mois suivant la mise en détention ; 95 % dans le mois suivant le prononcé de la sentence ; 95 % dans les 3 mois suivant le transfert ; 94 % annuellement 2024–2025 : 96 % dans un délai de 1 jour ouvrable pour les cas consulaires ; 98 % dans le mois suivant la mise en détention ; 95 % dans le mois suivant le prononcé de la sentence ; 98 % dans les 3 mois suivant le transfert ; 89 % annuellement
Nombre de Canadiens qui ont reçu une aide du Centre de surveillance et d'intervention d'urgence accessible en tout temps	S/O	S/O	2022–2023 : 85 981 appels traités ; 80 725 courriels traités ; 20 262 clavardages en direct ; 6 724 autres communications (SMS, WhatsApp, Telegram) ; 2 137 cas gérés

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
			2023–2024 : 84 455 appels traités ; 123 654 couriels traités ; 19 515 clavardage en direct ; 14 695 autres communications (SMS, WhatsApp, Telegram, Signal); 2 417 cas gérés 2024–2025 : 92 518 appels traités ; 107 053 couriels traités ; 19 668 clavardage en direct ; 13 359 autres communications (SMS, WhatsApp, Telegram, Signal); 2 153 cas gérés
Nombre d'employés formés à répondre à une situation de crise	1 290 personnes formées et 50 exercices complétés	31 mars 2025	2022–2023 : 2 085 personnels formés; 66 exercices complétés 2023–2024 : 2 096 personnels formés; 60 exercices complétés 2024–2025 : 1 306 personnels formés; 62 exercices complétés

Tableau 17 : Les Canadiens à l'étranger reçoivent des services gouvernementaux pertinents en temps opportun.

Le tableau 17 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à « Les Canadiens à l'étranger reçoivent des services gouvernementaux pertinents en temps opportun » au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des clients canadiens qui se disent satisfaits des services reçus	90 %	31 mars 2025	2022–2023 : 91 % 2023–2024 : 93 % 2024–2025 : 95 %
Pourcentage des services qui respectent les normes de service établies	90 %	31 mars 2025	2022–2023: Passeports Régulier : 94 % Temporaire : 99 % Urgence : 98 % Citoyenneté : S/O

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
			2023–2024 : Passeports Régulier: 95 % Temporaire : 99 % Urgence : 99 % Citoyenneté : S/O Services spécialisés Services financiers privés : 93 % Services notariaux : 100 % 2024–2025 : Passeports Régulier : 92 % Temporaire : 99 % Urgence : 99 % Citoyenneté : S/O Services spécialisés Services financiers privés : 96 % Services notariaux : 100 %

La [section Résultats de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement à Aide aux Canadiens à l'étranger en 2024-2025 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel d'Affaires mondiales Canada pour l'exercice.

Les Canadiens ont accès en temps opportun à de l'information et à des services qui permettent d'améliorer leur sécurité à l'étranger.

Résultats obtenus

- Dans un environnement mondial de plus en plus complexe, marqué par les tensions géopolitiques, les catastrophes naturelles et l'évolution des risques liés aux voyages, AMC a fourni aux Canadiens un accès rapide à des renseignements et à des services essentiels pour qu'ils puissent rester en sécurité lorsqu'ils voyagent, travaillent ou vivent à l'étranger.
- En 2024-2025, le Ministère a amélioré ses services de prise de contact pendant les urgences. Par exemple, pendant la crise au Liban, AMC a publié 12 mises à jour pour les médias, 41 messages sur les médias sociaux (y compris du contenu en arabe) et a collaboré avec d'autres ministères pour atteindre les communautés de la diaspora. Une page Web dédiée à la réponse d'urgence a reçu plus

de 13 000 visites, démontrant l'importance des renseignements centralisés et accessibles lors des crises mondiales.

- Par l'intermédiaire de voyage.gc.ca et du Centre de surveillance et d'intervention d'urgence (CSIU), AMC a fourni en temps réel des conseils de voyage et une aide d'urgence. En 2024-2025, voyage.gc.ca a reçu plus de 27 millions de visites, dont 16 millions sur des pages propres à une destination, tandis que le CSIU a répondu à plus de 232 000 demandes de renseignements du public par courriel, téléphone, messages textes et sur les médias sociaux. Le nombre de demandes de renseignements et de visites en ligne a été plus élevé qu'avant la pandémie, ce qui témoigne de la demande soutenue des Canadiens pour des renseignements fiables sur les voyages.
- AMC a diffusé 1 703 Conseils aux voyageurs et avertissements (CVA) et 320 messages par l'entremise du service d'Inscription des Canadiens à l'étranger. Rien qu'au Liban, 12 mises à jour des CVA et 27 messages ciblés ont atteint près de 25 000 Canadiens inscrits. Le Ministère a également remanié les conseils aux voyageurs sur les destinations à risque et a lancé des campagnes saisonnières à l'intention de groupes spécifiques, notamment les voyageurs 2ELGBTQI+ et les voyageurs plus âgés, en mettant l'accent sur des sujets tels que l'assurance voyage, les rencontres à l'étranger et le tourisme responsable. AMC a lancé une série d'articles mensuels « Priorité aux voyages en toute sécurité », a participé à 8 événements de voyage dans 6 villes et a distribué près de 56 000 documents sur la sécurité des voyages dans le cadre d'activités de sensibilisation et de commandes en ligne. Plus de 3 300 messages sur les médias sociaux ont porté sur les mises à jour des conseils de voyage propres à une destination et sur des questions, telles que le transport clandestin de drogue, la mésinformation et les nouvelles exigences en matière de voyage.

Les Canadiens à l'étranger reçoivent des services gouvernementaux pertinents en temps opportun.

Résultats obtenus

- Les Canadiens qui voyagent, travaillent, étudient et font du bénévolat à l'étranger doivent faire face à divers défis et risques. AMC est en première ligne pour fournir un soutien et des renseignements critiques afin d'assurer la sécurité et le bien-être des Canadiens à l'étranger.
- Le Ministère a fourni des services consulaires et une aide d'urgence de grande qualité aux Canadiens à l'étranger, y compris à ceux qui se trouvent dans des situations potentiellement vulnérables, comme les femmes, les enfants et les membres des communautés autochtones et 2ELGBTQI+. En 2024-2025, AMC a délivré plus de 271 000 passeports et services de routine et a géré plus de 7 200 cas consulaires urgents, dont plus de 255 victimes d'agression, 740 cas concernant des enfants et des familles, 1 085 personnes ayant des besoins médicaux et plus de 1 640 Canadiens qui ont été arrêtés ou détenus. Notamment, en mai 2024, AMC a pris des mesures extraordinaires pour rapatrier 6 enfants canadiens du Nord-Est de la Syrie, en travaillant avec les autorités provinciales, les ONG et les services sociaux pour faciliter leur accueil, leur hébergement et les services de soutien.
- AMC s'est employé à prévenir, à décourager et à contrer la détention arbitraire de Canadiens à l'étranger, en élargissant la coalition croissante de pays qui approuvent la Déclaration contre la détention arbitraire dans les relations d'État à État et en renforçant la collaboration avec les gouvernements, le milieu universitaire, la société civile et les partenaires multilatéraux. À la suite des représentations faites par le Canada, l'Argentine, la Jordanie, les Seychelles et l'Uruguay ont approuvé la déclaration en 2024, et Sao Tomé-et-Principe l'a approuvée en 2025, ce qui porte le

nombre d'approbations à 81 États et entités. AMC a également continué à soutenir les travaux du panel international indépendant sur la détention arbitraire dans les relations d'État à État, qui publiera un rapport en juillet 2025 afin de renforcer le cadre juridique international sur cette question. À l'Organisation des États américains, le rôle de chef de file du Canada en matière de détention arbitraire s'est traduit par l'adoption d'une résolution inscrivant fermement cette question à l'ordre du jour de l'organisation.

- Le Canada a activement collaboré avec des partenaires internationaux, tels que l'Union européenne, le Groupe des cinq (Australie, Canada, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni), les Pays-Bas et la Norvège, afin d'échanger les pratiques exemplaires sur des questions consulaires complexes, de faire progresser les efforts de modernisation et de renforcer la réponse du Canada aux crises consulaires. En 2024-2025, le Canada a signé des protocoles d'entente avec le Groupe des cinq et la France pour promouvoir et renforcer la coopération en matière de planification des urgences et de gestion des crises internationales. AMC a collaboré avec le ministère de la Justice sur des cas d'enlèvements internationaux d'enfants par des parents et a coprésidé le Groupe de travail de La Haye sur la médiation familiale transfrontalière afin d'améliorer les mécanismes de résolution des litiges.
- Pour améliorer la prestation de services, AMC a lancé un formulaire Web sécurisé en ligne qui permet aux Canadiens et à leurs familles de demander de l'aide, ce qui contribue à recueillir des renseignements structurés et à réduire les délais. Un système sécurisé de recouvrement des coûts en ligne pour les départs assistés a également été lancé, rationalisant les paiements des Canadiens concernés et réduisant le traitement manuel.
- AMC a permis aux Canadiens d'accéder à une assistance consulaire même dans les pays où la présence du Canada est limitée. Les consuls honoraires ont contribué à étendre la portée du Canada et, dans le cadre de l'accord de partage de services consulaires entre le Canada et l'Australie, le Canada et l'Australie ont assuré une couverture consulaire réciproque dans 40 endroits dans le monde. Le Canada a également conclu plusieurs accords de protection, avec la Suède en Corée du Nord, avec l'Italie en Iran, avec la Roumanie en Syrie et avec le Royaume-Uni au Venezuela, qui permettent de fournir une assistance consulaire d'urgence aux Canadiens dans des pays où le Canada n'est pas présent.

Principaux risques

En 2024-2025, AMC a poursuivi la mise en œuvre de sa Stratégie de gestion des risques d'entreprise, assurant l'identification, la gestion et le suivi des principaux risques stratégiques pour le ministère. Vous trouverez la description des risques qui s'appliquent à toutes les responsabilités essentielles, ainsi que les stratégies de gestion des risques, dans la section [Principaux risques en 2024-2025](#) du présent rapport.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Tableau 18 : Aperçu des ressources requises pour Aide aux Canadiens à l'étranger

Le tableau 18 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	73 892 140	115 256 540
Équivalents temps plein	511	587

La [section Finances de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) et la [section Personnel de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités gouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et objectifs de développement durable

En 2024-2025, Affaires mondiales Canada a demeuré résolument engagé en faveur du développement durable et de l'avancement du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (Programme 2030) et de ses 17 Objectif de développement durable (ODD) met en évidence dans le [Rapport d'étape 2024-2025 de la Stratégie ministérielle de développement durable \(SMDD\) d'AMC](#). Plus de renseignements sur l'apport d'AMC au plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme à l'horizon 2030 et à la Stratégie fédérale de développement durable se trouvent dans notre page sur la [Stratégie ministérielle de développement durable de 2023 à 2027](#). Pour de plus amples informations sur les contributions d'AMC au Programme 2030 et aux 17 ODD, veuillez consulter le Rapport d'AMC au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2024-2025; [l'Examen national volontaire 2023 du Canada](#); et le [Rapport annuel 2024 du Canada sur le Programme 2030 et les ODD](#).

Répertoire des programmes

Aide aux Canadiens à l'étranger est appuyée par les programmes suivants :

- Aide consulaire et services administratifs aux Canadiens à l'étranger
- Préparation et intervention en cas d'urgence

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité sur la [page Résultats dans l'InfoBase du GC](#).

Responsabilité essentielle 5 : Soutien à la présence du Canada à l'étranger

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Progrès à l'égard des résultats](#)
- [Renseignements sur les résultats](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)

Description

Affaires mondiales Canada gère et assure la prestation des ressources, de l'infrastructure et des services permettant la présence du Canada à l'étranger, y compris par l'entremise d'ambassades, de hauts-commissariats et de consulats.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue à l'indicateur « La place du Canada dans le monde » dans le domaine « Saine gouvernance » du [Cadre de qualité de vie pour le Canada](#).

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 5 : Soutien à la présence du Canada à l'étranger.

Tableau 19 : La saine gestion responsable et la prestation des ressources, de l'infrastructure et des services permettent la présence du Canada à l'étranger.

Le tableau 19 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à « La saine gestion responsable et la prestation des ressources, de l'infrastructure et des services permettent la présence du Canada à l'étranger » au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage d'organisations partenaires qui sont d'avis que les ressources, infrastructures et services offerts à l'étranger répondent à leurs besoins	75 %	31 mars 2025	2022–2023 : 76 % 2023–2024 : 73 % 2024–2025 : 67 % ⁸
Pourcentage de la valeur de remplacement du portefeuille immobilier du Ministère consacrés à des travaux de réparation, d'entretien et de réfection	2 %	31 mars 2025	2022–2023 : 1,6 % 2023–2024 : 1 % 2024–2025 : 1,6 % ⁹
Pourcentage d'immeubles appartenant à la Couronne à	85 %	31 mars 2025	2022–2023 : 85 % 2023–2024 : 82 % 2024–2025 : 58 % ¹⁰

⁸ Les résultats ont été influencés par une mise à jour méthodologique qui attribue le même poids à chaque répondant à l'enquête, ce qui réduit les biais. Une option de réponse neutre (« ni en accord ni en désaccord ») a également été introduite, choisie par 20 % des répondants, ce qui peut avoir réduit le nombre d'accords ou de désaccords forcés.

⁹ La cible n'a pas été atteinte en raison de ressources insuffisantes pour mener à bien les activités de maintenance requises.

¹⁰ La cible n'a pas été atteinte en raison du passage à l'indice d'état des installations, plus robuste, qui a remplacé l'indice d'état structurel. En outre, depuis 2017-2018, la croissance du portefeuille, l'augmentation de la valeur des bâtiments et la stagnation des budgets - combinées à de faibles taux de réinvestissement - ont entraîné une diminution du nombre d'actifs classés « bons » ou « passables ».

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
l'étranger qui ont été jugés en bon ou en état acceptable, en fonction des catégories d'état qui figurent dans le Répertoire des biens immobiliers fédéraux			

Tableau 20 : Le personnel est en sécurité, les missions sont plus sécuritaires et les biens ainsi que les renseignements du gouvernement et de ses partenaires sont protégés.

Le tableau 20 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à « Le personnel est en sécurité, les missions sont plus sécuritaires et les biens ainsi que les renseignements du gouvernement et de ses partenaires sont protégés » au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Proportion de mesures d'atténuation des risques pour la sécurité qui visent à réduire les principaux risques définis dans le Plan de sécurité ministériel et qui ont été mises en œuvre	75 %	31 mars 2025	2022–2023 : 71 % 2023–2024 : 69 % 2024–2025 : 75 %

La [section Résultats de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement à Soutien à la présence du Canada à l'étranger en 2024-2025 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel d'Affaires mondiales Canada pour l'exercice.

La saine gestion responsable et la prestation des ressources, de l'infrastructure et des services permettent la présence du Canada à l'étranger.

Résultats obtenus

- Le réseau de missions à l'étranger d'AMC est essentiel pour promouvoir les intérêts, les valeurs et l'influence du Canada sur la scène internationale. Ces missions constituent des plateformes essentielles pour la diplomatie, le développement international, la promotion du commerce et les

services consulaires, et permettent au Canada de répondre aux défis mondiaux et de soutenir les Canadiens où qu'ils se trouvent.

- Les personnes sont au cœur de la capacité d'AMC à répondre aux besoins des Canadiens, c'est pourquoi le Ministère a mis à jour le cadre politique et a modernisé les avantages pour ses employés recrutés sur place (ERP), augmentant ainsi la compétitivité du Ministère en tant qu'employeur dans le monde. En 2024-2025, tous les plans médicaux des pays de la phase 1 ont été modernisés, ce qui comprend 20 pays d'Afrique, 1 pays du Moyen-Orient et 3 pays d'Asie-Pacifique, permettant ainsi de mieux arrimer le régime de soins de santé des ERP aux normes internationales. Il s'agissait notamment d'améliorer le plan régional médical africain en y introduisant un volet assurance-vie. De plus, 3 nouveaux instruments politiques ont été mis en œuvre pour améliorer et renforcer les pratiques de dotation en personnel pour les ERP.
- AMC a comblé des lacunes importantes dans les postes permutants du service extérieur. En 2024-2025, AMC a doté 318 postes permutants du service extérieur et a lancé un nouveau processus de dotation collective pour qualifier jusqu'à 100 candidats pour de futures nominations en tant que gestionnaires et spécialistes du service extérieur.
- AMC a réussi à plaider en faveur de moderniser les Directives sur le service extérieur, un ensemble de politiques qui visent à fournir un système d'indemnités, d'avantages et de conditions d'emploi pour les employés du gouvernement canadien en poste à l'étranger. Ces changements amélioreront la capacité du Ministère à s'adapter aux nouveaux défis avec plus d'efficacité et de résilience. Il s'agit notamment d'une meilleure réponse aux crises grâce à des pouvoirs discrétionnaires accrus, d'une plus grande flexibilité pour la réinstallation des employés grâce au nouveau Fonds flexible de frais de réinstallation et d'un nouveau mécanisme de banque de voyages pour réduire les fardeaux transactionnels.
- AMC a mis en œuvre des outils numériques nouveaux et améliorés pour renforcer les services offerts aux Canadiens, accroître l'efficacité, renforcer la gestion des biens liés à la technologie information et soutenir la prise de décision fondée sur des données probantes. En 2024-2025, le Ministère a introduit une nouvelle solution numérique pour le traitement des demandes d'authentification des documents canadiens et a étendu le projet de Modèle de mission virtuelle à 123 sites internationaux. AMC a également utilisé des outils d'analyse avancée et d'intelligence artificielle pour accroître les capacités de ses employés. Par exemple, en réponse à la crise au Liban, AMC a mis en place une plateforme automatisée pour traiter les paiements de transport de départ, rationalisant ainsi les opérations urgentes.
- En 2024-2025, AMC a fourni des services communs à 181 missions dans 112 pays, assurant ainsi la continuité opérationnelle et un soutien efficace au réseau de missions du Canada. Cela a permis à 21 ministères fédéraux, à 10 cooccupants provinciaux et sociétés d'État et à 5 cooccupants de gouvernements étrangers à mener à bien leurs programmes à l'étranger et de promouvoir les intérêts canadiens dans le monde. AMC a amélioré son efficacité opérationnelle en réduisant de 7 à 4 le nombre de ses points de prestation des services communs pour les missions. Il s'agissait notamment de consolider les fonctions de ressources humaines pour les Amériques et de fusionner les opérations à Washington, D.C., et au Mexique.
- AMC a amélioré sa méthodologie d'évaluation de l'état des immeubles pour les biens immobiliers appartenant à l'État, en déterminant les domaines d'investissement critiques et en renforçant la prise de décision et l'établissement de rapports fondés sur des données probantes. Un total de 697 biens immobiliers appartenant à l'État ont été évalués dans 50 missions, générant des données pour éclairer les décisions de planification des investissements.
- AMC a fait progresser la Stratégie pour un gouvernement vert et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 afin de réduire son empreinte écologique. En 2024-2025, le Ministère a

réalisé 14 audits sur l'énergie, l'eau et les déchets; 6 évaluations des risques liés aux changements climatiques et de la vulnérabilité; et a obtenu 14 certifications de bâtiments verts dans les missions, optimisant ainsi l'infrastructure des bâtiments pour la santé et le bien-être.

Le personnel est en sécurité, les missions sont plus sécuritaires et les biens ainsi que les renseignements du gouvernement et de ses partenaires sont protégés.

Résultats obtenus

- AMC a assuré l'accès aux soins de santé et au soutien critique pour les Canadiens travaillant à l'étranger et les ERP afin de favoriser la sécurité physique et psychologique. En 2024-2025, AMC a mis en œuvre une approche globale pour prévenir et signaler les incidents de harcèlement et de violence sur le lieu de travail, en garantissant la confidentialité et la protection conformément au Code canadien du travail. Le Ministère a approuvé les congés de décompression pour les employés travaillant dans des zones à haut risque et a mis à jour son modèle d'intervention pour les incidents critiques. En outre, AMC a mis en place une nouvelle formation pour les employés sur leurs droits et responsabilités afin de garantir la dignité et le respect de tous.
- AMC a modernisé les systèmes, les outils et les technologies de gestion des risques pour la sécurité afin de protéger les personnes, les infrastructures et les renseignements dans les missions à l'étranger. En 2024-2025, AMC a lancé 3 cours de formation sur la sécurité : Introduction à la sécurité, Éléments essentiels en matière de cybersécurité et Principes fondamentaux de la sécurité personnelle, et le taux d'achèvement de ces cours est de 60 % dans l'ensemble du Ministère. Des mises à jour importantes ont été apportées au Système de gestion des renseignements de sécurité, et un projet pilote a examiné des plateformes intégrant l'intelligence artificielle et les nouvelles technologies. Une meilleure utilisation de l'Indice du risque pour la gestion des urgences a permis d'affiner les plans d'urgence des missions afin d'améliorer la préparation aux situations d'urgence et l'affectation des ressources.
- AMC a continué à améliorer l'infrastructure et la sécurité des TI en 2024-2025. Le Ministère a installé d'autres outils pour renforcer la surveillance et la détection des cybermenaces et la réponse à celles-ci sur tous les appareils du Ministère. AMC a réalisé des progrès importants dans la maturation de sa plateforme de cyberanalyse et dans la transition de certains systèmes de GI-TI vers des fournisseurs fondés sur l'infonuagique, ce qui a amélioré la résilience du Ministère en matière de sécurité, accéléré les temps de réponse aux incidents et renforcé la protection des renseignements sensibles. AMC a également amélioré l'identification, l'étiquetage et la gestion des renseignements sensibles, contribuant ainsi à protéger ses actifs grâce à des mesures de prévention de la perte de données.
- AMC a réalisé plusieurs projets immobiliers axés sur la sécurité dans les missions afin d'assurer la sécurité et la protection du personnel et des biens de la mission. En 2024-2025, AMC a effectué 46 visites d'évaluation de la vulnérabilité dans l'ensemble de son réseau mondial de missions pour déterminer les risques critiques pour la sécurité et recommander des mesures d'atténuation ciblées. Plusieurs évaluations ont été réalisées dans des environnements à haut risque, ce qui démontre l'engagement d'AMC en faveur d'une gestion proactive des risques pour la sécurité.
- En 2024-2025, AMC a modernisé son approche de la gestion des grands projets de biens immobiliers en rationalisant les processus de financement, en réaffectant des fonds à la santé et à la sécurité au

travail et en lançant un nouveau cadre de rendement. Cela a permis de garantir des missions plus sûres et une utilisation plus judicieuse des fonds publics.

Principaux risques

En 2024-2025, AMC a poursuivi la mise en œuvre de sa Stratégie de gestion des risques d'entreprise, assurant l'identification, la gestion et le suivi des principaux risques stratégiques pour le ministère. Vous trouverez la description des risques qui s'appliquent à toutes les responsabilités essentielles, ainsi que les stratégies de gestion des risques, dans la section [Principaux risques en 2024-2025](#) du présent rapport.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Tableau 21 : Aperçu des ressources requises pour Soutien à la présence du Canada à l'étranger

Le tableau 21 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	1 333 543 057	1 327 570 601
Équivalents temps plein	4 649	4 681

La [section Finances de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) et la [section Personnel de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités gouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et objectifs de développement durable

En 2024-2025, Affaires mondiales Canada a demeuré résolument engagé en faveur du développement durable et de l'avancement du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (Programme 2030) et de ses 17 Objectif de développement durable (ODD) met en évidence dans le [Rapport d'étape 2024-2025 de la Stratégie ministérielle de développement durable \(SMDD\) d'AMC](#). Plus de renseignements sur l'apport d'AMC au plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme à l'horizon 2030 et à la Stratégie fédérale de développement durable se trouvent dans notre page sur la [Stratégie ministérielle de développement durable de 2023 à 2027](#). Pour de plus amples informations sur les contributions d'AMC au Programme 2030 et aux 17 ODD, veuillez consulter le Rapport d'AMC au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2024-2025; [l'Examen national volontaire 2023 du Canada](#); et le [Rapport annuel 2024 du Canada sur le Programme 2030 et les ODD](#).

Répertoire des programmes

Aide aux Canadiens à l'étranger est appuyée par les programmes suivants :

- Services ministériels au niveau de la plateforme
- Directives sur le service extérieur

- Relations avec les clients et opérations des missions
- Services aux employés recrutés sur place
- Planification et intendance des biens immobiliers
- Services professionnels et techniques pour l'exécution des projets de biens immobiliers
- Préparation et sécurité de la mission
- Gestion de l'information et technologie de l'information du réseau des missions

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité sur la [page Résultats dans l'InfoBase du GC](#).

Services internes

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Progrès à l'égard des résultats](#)
- [Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus](#)
- [Principaux risques en 2024-2025](#)
- [Marchés attribués à des entreprises autochtones](#)

Description

Les services internes désignent les activités et les ressources qui appuient un ministère dans son travail visant à remplir ses obligations générales et à exécuter ses programmes. Les dix catégories de services internes sont les suivantes :

- services de gestion et de surveillance;
- services de communication;
- services juridiques;
- services de gestion des ressources humaines;
- services de gestion des finances;
- services de gestion de l'information;
- services des technologies de l'information;
- services de gestion des biens immobiliers;
- services de gestion du matériel;
- services de gestion des acquisitions.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente les mesures prises par le ministère pour atteindre les résultats et les cibles en ce qui a trait aux services internes.

En 2024-2025, les services internes ont joué un rôle central dans l'avancement du programme de transformation d'AMC, en obtenant des résultats tangibles dans les cinq piliers du plan de mise en œuvre de la transformation. Ces réalisations témoignent de l'engagement d'AMC à devenir une organisation plus flexible, plus inclusive et plus performante.

1. Notre culture organisationnelle : Renforcer notre fondation

AMC a intégré l'énoncé servant de boussole dans les pratiques ministérielles, renforçant ainsi les valeurs et les principes communs. Il a été de plus en plus appliqué et intégré dans l'ensemble de l'organisation, et sa traduction dans plusieurs langues autochtones soutient le plan d'action d'AMC sur la réconciliation. AMC a également mis à jour son identité visuelle ministérielle pour appuyer sa transformation et mettre en évidence ses valeurs fondamentales. Cette identité utilise des symboles comme la feuille d'érable pour exprimer la fierté de servir les Canadiennes et les Canadiens et de représenter le Canada à l'échelle mondiale.

AMC a procédé à d'importants changements à la structure et à la gouvernance en 2024-2025. La structure organisationnelle simplifiée regroupe certaines fonctions et améliore la cohérence au sein du Ministère, notamment grâce à un solide Secteur des affaires pangéographiques horizontal et à un nouveau Secteur de la stratégie, des politiques et des affaires publiques, qui constitue le « système nerveux central » du Ministère. Le lancement du Conseil des chefs de mission et du Conseil consultatif du personnel a fourni des canaux officiels pour la contribution des collègues et du réseau des missions. De nouveaux mécanismes, tels que le sondage éclair, le bouton de rétroaction « Dites-nous ce que vous pensez » et le canal de dissidence d'AMC visent à favoriser un dialogue ouvert et de la rétroaction constructive.

Le Ministère a continué à faire progresser l'équité et l'inclusion en mettant en œuvre le plan d'action sur l'accessibilité (2023 à 2025), lancé en novembre 2024, et le plan d'action en matière d'équité, de diversité et d'inclusion (2024 à 2027), lancé en juillet 2024. Il a également mis à l'essai l'outil d'évaluation de la lutte contre le racisme, de la diversité et de l'inclusion avant son lancement à plus grande échelle en 2025-2026. Le Ministère a soutenu la diversité des talents grâce à des programmes d'encadrement et a élargi le programme de parrainage des sous-ministres. Les efforts de réconciliation ont été intégrés par l'entremise d'une unité spécialisée, d'une mobilisation régionale, d'initiatives de formation et de la création d'un Cercle de la réconciliation, composé de représentants des secteurs au sein d'AMC.

2. Nos gens : devenir un employeur de choix, au Canada et à l'étranger

AMC a renforcé le soutien aux employés tout au long du cycle de carrière, notamment grâce à des séances d'intégration normalisées, au programme de gestion des talents pour les employés qui ne font pas partie de la haute direction et au développement de carrière soutenu par la formation de la haute direction. Pour améliorer la cohérence de l'apprentissage, AMC a créé un outil de suivi centralisé pour les formations obligatoires et un plan d'apprentissage et de développement à l'échelle du Ministère.

La formation aux langues étrangères a été élargie et la formation aux langues officielles a été centralisée. Les processus de recrutement et de promotion ont été régularisés avec la qualification de plus de 270 nouveaux agents du service extérieur. Pour mieux soutenir les employés et leurs familles à l'étranger, AMC a lancé, le 1^{er} avril 2025, de nouvelles Directives sur le service extérieur qui ont été améliorées.

Le Ministère a amélioré la transparence dans la planification visant les postes permutants et a accéléré les délais de nomination des chefs de mission. La phase 1 de l'Initiative de modernisation des avantages sociaux pour les ERP a été achevée. Une nouvelle formation pour les ERP, qui comprend des séances au Canada, et des mesures prises pour la gestion électronique du rendement ont permis de moderniser l'expérience des employés.

3. Notre présence mondiale : accroître notre influence et notre engagement là où cela importe le plus.

L'outil d'évaluation de la présence mondiale a été mis en place pour guider les décisions stratégiques concernant l'empreinte internationale du Canada. L'intégration des fonctions de sensibilisation et de mobilisation au sein du Secteur de la stratégie, des politiques et des affaires publiques a permis de renforcer les efforts de sensibilisation tant à l'échelle nationale qu'à l'étranger. AMC a consolidé sa présence à la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies à New York et a déployé des ressources ciblées pour lutter contre la désinformation au moyen de campagnes de communication stratégiques.

4. Notre politique : tirer parti de nos atouts pour promouvoir les intérêts nationaux du Canada.

Le Pôle ouvert d'analyse, lancé en 2024, a établi une nouvelle norme en matière de collaboration externe afin de faciliter la collaboration et le partage des connaissances, et a permis aux différentes filières de mener des analyses intégrées des principales questions ayant des incidences sur les intérêts nationaux du Canada. À la fin de 2024, le Pôle a organisé sa première conférence annuelle dans le cadre des « Journées d'analyses ouvertes » sous le thème « Le Canada dans un contexte de dynamique mondiale en évolution ». Pendant 2 semaines, plus de 1 700 employés ont assisté à 14 événements et ont discuté avec 30 experts externes sur des sujets, tels que la concurrence entre les grandes puissances, les minéraux critiques, l'IA, les changements climatiques et les liens entre le commerce et le développement.

La série de causeries sur l'IA et la nomination d'un haut fonctionnaire pour le cyberspace, le numérique et les technologies émergentes ont permis à AMC de s'adapter aux changements technologiques. AMC a également amélioré le rôle du dirigeant principal des données afin de renforcer la gouvernance des données et la collaboration, et a organisé la première Semaine des données décodées.

L'examen de la réponse à la crise a conduit à la création du répertoire de ressources polyvalentes, qui compte quelque 150 collègues dans sa première cohorte, et à l'agrandissement de l'Équipe permanente de déploiement rapide.

5. Nos processus et nos outils : construire une organisation à rendement élevé

AMC compte plus de 50 projets de réduction du fardeau administratif et en a achevé 65 %, rationalisant ainsi les processus et réduisant les charges administratives. Des initiatives telles que Technologies pour la vie, les clarifications sur les marchés publics et l'amélioration de

Strategia ont permis de gagner du temps et d'économiser des ressources. La mise en œuvre du projet Sphère est en cours et contribuera à créer une organisation d'échange des connaissances et à moderniser les outils de gestion de l'information d'AMC. Des projets pilotes et des solutions d'IA ont été lancés pour soutenir les priorités, améliorer et éclairer la prise de décision et résoudre des problèmes communs. La campagne pour de meilleurs documents d'information a permis d'améliorer la qualité et l'efficacité des séances d'information dans l'ensemble du Ministère.

Le Ministère a mis à jour l'instrument de délégation des pouvoirs financiers afin d'améliorer l'efficacité des processus et a lancé la plateforme d'expérience numérique du Service des délégués commerciaux afin de moderniser la mobilisation des clients. Les modèles de mission virtuelle et numérique ont permis d'améliorer les communications sécurisées et le soutien informatique, notamment grâce aux centres numériques régionaux de Londres et de Paris.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Tableau 22 : Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus en ce qui a trait aux services internes pour l'exercice

Le tableau 22 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	339 834 641	382 830 082
Équivalents temps plein	1 976	1 982

La [section Finances de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) et la [section Personnel de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Principaux risques en 2024-2025

AMC a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie de gestion des risques d'entreprise, qui comprend la détermination, la gestion et le suivi des principaux risques stratégiques pour le Ministère. Les risques stratégiques sont ceux qui recoupent le mandat d'AMC et qui pourraient compromettre plusieurs objectifs s'ils se concrétisaient. Ils sont présentés dans le profil de risque d'organisationnel bisannuel.

Pour les années 2024-2025, les principaux risques stratégiques sont liés aux éléments suivants :

1. santé, sécurité et mieux-être
2. politique, programmes et prestation de services
3. capacité des ressources humaines (RH) et de la main-d'œuvre
4. résilience, cybersécurité et sécurité numérique
5. Infrastructure des TI
6. gestion et sécurité des biens immobiliers et des actifs.

Ces dernières années, le monde a connu une série de chocs sans précédent qui ont entraîné des complications en cascade auxquelles AMC et ses missions ont dû faire face. Les risques stratégiques sont intrinsèquement complexes et nécessitent des efforts à long terme de l'ensemble du Ministère pour les atténuer. Pour soutenir ces efforts, le Ministère a donné la priorité au suivi de l'efficacité et de l'incidence des mesures d'atténuation utilisées pour gérer les risques les plus importants. Les comités de la haute direction examinent l'état d'avancement de ces mesures tous les six mois.

Le tableau ci-après résume les principaux risques en 2024-2025 et met en évidence les mesures prises par le Ministère pour atténuer les répercussions de ces risques, soit en augmentant la résistance du Ministère aux risques, soit en s'attaquant aux facteurs qui pourraient les exacerber.

Risque 1 : santé, sécurité et mieux-être

L'effet cumulatif des changements organisationnels en cours, de l'augmentation de la charge de travail et de la nécessité de répondre à de multiples crises exerce une pression soutenue sur les effectifs d'AMC, ce qui pourrait avoir une incidence sur le mieux-être des employés, leur maintien en poste et la capacité du Ministère à demeurer un employeur de choix.

Énoncé du risque : « La pression exercée sur le personnel pour qu'il s'adapte en permanence au changement et à l'augmentation de la charge de travail pourrait nuire à la santé, à la sécurité et au mieux-être des employés, au maintien en poste de ceux-ci et à l'objectif stratégique d'être un employeur de choix. »

Le Ministère a fait ce qui suit :

- donné des formations sur la santé mentale et le mieux-être;
- accru la sensibilisation à la santé psychologique;
- plaidé en faveur de la modernisation des Directives sur le service extérieur;
- publié le deuxième rapport annuel sur les cas d'inconduite et d'actes répréhensibles;
- géré les processus de dotation collective;
- communiqué et collaboré en permanence avec le personnel sur les changements transformationnels (par exemple, la réorganisation d'AMC);
- tenu des répertoires de dotation et géré la base de données des curriculum vitae non réclamés;
- mis à jour les pouvoirs délégués.

Risque 2 : politique, programmes et prestation de services

La capacité du Ministère à remplir son mandat est de plus en plus mise à l'épreuve par des pressions financières croissantes, des perturbations mondiales imprévisibles et la nécessité de prendre des décisions de compromis entre les portefeuilles dans un environnement où les ressources sont limitées.

Énoncé du risque : L'incapacité de prévoir, d'anticiper les risques, de réaffecter les ressources et de prendre des décisions de compromis entre les portefeuilles, associée à l'augmentation prévue des coûts dans les années à venir et aux pressions financières croissantes pourrait nuire à la capacité du Ministère à s'acquitter efficacement de son mandat.

Le Ministère a fait ce qui suit :

- mené une réorganisation de la structure et de la gouvernance d'AMC;
- revu et modernisé le modèle de prestation de services en matière de RH et les postes actuels pour tous les groupes et toutes les filières d'employés;
- réalisé un plan de surveillance des contrôles budgétaires internes;
- mis à jour les tableaux de délégation afin de tenir compte avec précision des rôles, des responsabilités et des pouvoirs;
- renforcé la collaboration entre le dirigeant principal des données et le dirigeant principal de l'information afin de répertorier et de relever les défis critiques en matière de données;
- amélioré l'utilisation de l'autorité de passation des marchés de la mission.

Risque 3 : capacités des ressources humaines et de la main-d'œuvre

Les défis persistants en matière de recrutement, de gestion des talents et de formation exercent une forte pression sur la capacité du Ministère à maintenir un personnel performant, inclusif et résilient, capable de répondre à l'évolution des demandes opérationnelles.

Énoncé du risque : « Défis liés à la dotation en personnel et au maintien en poste; gestion du rendement et des talents; et la formation et le perfectionnement peuvent nuire à la productivité et au rendement, ainsi qu'à la capacité du Ministère à être une organisation équitable et inclusive qui soutient son personnel. »

Le Ministère a fait ce qui suit :

- communiqué régulièrement les résultats (par exemple, par la mise en commun régulière des ressources humaines) aux clients, aux intervenants, aux gestionnaires et aux employés;
- veillé à ce que les initiatives à l'échelle d'AMC soient équitables et inclusives, en faisant la promotion d'une main-d'œuvre en bonne santé grâce à une communication fréquente;
- élaboré des processus et des exercices de dotation qui respectent les principes d'équité, de diversité et d'inclusion et qui ne créent pas d'obstacles pour quelque groupe que ce soit au Canada;
- poursuivi le Programme de parrainage des sous-ministres pour 2024-2025, une initiative ministérielle qui soutient les efforts visant à accroître la représentation des groupes visés par l'équité en matière d'emploi, notamment les Noirs, les Autochtones et les personnes handicapées, au sein du groupe de la direction;
- lancé des processus de recrutement collectif ciblés pour les groupes en quête d'équité en matière d'emploi.

Risque 4 : sécurité et résilience cybernétiques et numériques

L'adoption rapide d'outils numériques, associée à l'évolution du paysage des cybermenaces, expose les vulnérabilités des systèmes et des processus d'AMC, ce qui exerce une pression sur la capacité du Ministère à protéger son infrastructure numérique et à réagir efficacement aux cyberincidents.

Énoncé du risque : « L'évolution du paysage de la cybersécurité et l'adoption rapide d'outils numériques modernes peuvent accroître les vulnérabilités cybernétiques et avoir une incidence sur la capacité du Ministère à réagir aux menaces. »

Le Ministère a fait ce qui suit :

- renforcé le plan d'amélioration de la culture de la sécurité afin de promouvoir la culture des pratiques exemplaires en cybersécurité parmi les employés;
- commencé à faire progresser sa feuille de route pluriannuelle en matière de cybertechnologie;
- entamé une collaboration entre la sécurité informatique et la sécurité ministérielle afin d'actualiser et de moderniser les rôles et les responsabilités dans les fonctions de sécurité des renseignements numériques du Ministère; déployé des efforts pour s'arrimer à la politique du Secrétariat du Conseil du Trésor en matière de cybersécurité;
- apporté des améliorations à ses plans de continuité des activités et continue à les renforcer afin de garantir la résilience en cas de panne du système.

Risque 5 : infrastructure des TI

Des systèmes informatiques vieillissants et fragmentés, associés à des investissements limités et à une dépendance à l'égard des anciennes technologies, compromettent la capacité du Ministère à soutenir des opérations modernes, sûres et efficaces, tant à l'administration centrale (AC) qu'à l'étranger.

Énoncé du risque : « L'infrastructure des TI du Ministère pourrait ne pas être suffisante pour soutenir le fonctionnement efficace du gouvernement canadien à l'étranger ou à l'AC. »

Le Ministère a fait ce qui suit :

- initié une planification précoce dans le cadre du Programme de modernisation des applications afin de réduire la dette technique en répertoriant les applications à faible valeur commerciale et non prises en charge par le fournisseur en vue de leur mise hors service, et en explorant les remplacements par des solutions intégrée à l'infonuagique;
- entrepris de moderniser ses réseaux et infrastructures nationaux en transférant les applications et les services des anciens centres de données vers les centres de données d'entreprise de Services partagés Canada;
- participé à des efforts visant à améliorer le rendement et la sécurité dans l'ensemble des missions d'AMC, y compris les missions à haut risque, en modernisant ses réseaux et infrastructures internationaux par le déploiement de solutions fondées sur l'infonuagique.

Risque 6 : gestion et sécurité des biens immobiliers et des actifs

Les pressions financières croissantes et la complexité grandissante de la gestion d'un portefeuille immobilier mondial menacent la viabilité du réseau de missions d'AMC et sa capacité à respecter ses obligations de diligence à l'égard de son personnel et de ses activités. Le Ministère possède et gère des biens immobiliers dans environ 191 missions réparties dans 116 pays.

Énoncé du risque : « Les pressions financières actuelles et les investissements croissants nécessaires pour entretenir ou recapitaliser nos immeubles peuvent avoir une incidence négative sur la durabilité de notre réseau de missions et avoir une incidence sur les obligations de diligence. »

Le Ministère a fait ce qui suit :

- participé aux efforts de gestion et de supervision des initiatives de mise en œuvre de l'enveloppe consacrée à l'obligation de diligence (par exemple, le système de gestion des risques liés à la sécurité des missions et le cadre de responsabilisation);
- participé aux efforts visant à adopter la Stratégie de portefeuille mondiale (par exemple, en révisant l'approche globale de calcul des coûts des investissements et en affinant le processus d'accès aux financements liés aux projets; mis en œuvre des contrôles de sécurité normalisés tout au long du processus de sélection, de conception et de mise en œuvre du site);
- continué à sensibiliser les sous-ministres, les comités de gouvernance et la haute direction aux investissements nécessaires à la Stratégie sur les locaux et les biens immobiliers d'AMC;
- continué à sensibiliser les sous-ministres, les comités de gouvernance et la haute direction aux besoins de financement du projet de rénovation d'AMC;
- s'est engagé dans des efforts visant à demander des fonds pour le recrutement de personnel permanent afin de combler les lacunes, ainsi que dans le processus du Comité de gestion des effectifs pour obtenir l'autorisation d'aller de l'avant avec la dotation;
- pris des mesures pour améliorer le cadre de gestion de la demande, en vue de répertorier toutes les demandes sur un horizon de cinq ans et d'en établir l'ordre de priorité.

Marchés attribués à des entreprises autochtones

Chaque année, les ministères du gouvernement du Canada sont tenus d'attribuer au moins 5 % de la valeur totale des marchés à des entreprises autochtones.

Résultats d'Affaires mondiales Canada pour 2024-2025

Tableau 23 : Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones¹

Comme il est indiqué dans le tableau 23, Affaires mondiales Canada a attribué 5,06 % de la valeur totale de tous ses marchés à des entreprises autochtones au cours de l'exercice.

Indicateurs de rendement liés à l'attribution de marchés	Résultats 2024-2025
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones ² (A)	14 409 773 \$
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones et non autochtones ³ (B)	490 564 763 \$
Valeur des exceptions approuvées par l'administrateur général/administratrice générale (C)	205 937 004 \$
Pourcentage de marchés attribués à des entreprises autochtones $[A / (B - C) \times 100]$	5,06 %
- ¹ Le terme « marché » désigne un accord contraignant portant sur l'acquisition d'un bien, d'un service ou d'une construction, à l'exclusion des baux immobiliers. Il comprend les avenants aux	

Indicateurs de rendement liés à l'attribution de marchés	Résultats 2024-2025
	marchés et les marchés conclus au moyen de cartes d'achat d'une valeur supérieure à 10 000,00 \$. - ²Aux fins de la cible d'un minimum de 5 %, les données présentées dans ce tableau reposent la définition d'une entreprise autochtone établie par Services aux Autochtones Canada, comme étant soit : ○ une entreprise dont le propriétaire-exploitant est un Aîné, un conseil de bande ou un conseil tribal; ○ une entreprise inscrite au Répertoire des entreprises autochtones; ○ une entreprise qui est inscrite à une liste d'entreprises bénéficiaires d'un traité moderne.

Dans son Plan ministériel pour 2025-2026, Affaires mondiales Canada prévoyait que, d'ici la fin de l'exercice 2024-2025, il aurait attribué 5 % de la valeur totale de ses marchés à des entreprises autochtones.

Marchés publics internationaux : En raison de la nature des activités d'AMC à l'étranger, en 2024-2025, il n'y a pas eu de possibilités de collaborer avec des entreprises autochtones canadiennes par l'entremise de la passation de marchés.

Passation de marchés d'urgence ou en cas de crise : Dans des situations où se produisent des événements imprévus, tels que des catastrophes naturelles, des pandémies, des conflits, des guerres ou des évacuations, il est urgent d'agir. Par conséquent, il n'était pas possible de suivre les procédures normales de passation des marchés, y compris les considérations autochtones, pour répondre aux besoins immédiats.

Marchés publics nationaux – Certaines activités de passation de marchés publics nationaux sont soumises à des contraintes spécifiques, notamment :

- **Services juridiques :** En raison de la nature sensible des renseignements concernés, y compris les témoignages confidentiels des experts, la participation autochtone ne s'appliquait pas au cours de l'exercice 2024-2025;
- **Services de protection :** Les services de gardiens sont régis par la Politique sur l'acquisition de services de gardiens, qui accorde au Corps canadien des commissionnaires le droit de premier refus. Ces services font généralement l'objet d'une offre à commandes gérée par Services publics et approvisionnement Canada (SPAC). Dans de tels cas, AMC doit utiliser les instruments de passation de marchés mis en place par SPAC, qui n'incluaient pas les entreprises autochtones en 2024-2025;
- **Véhicules de promenade légers :** Il s'agit d'un bien obligatoire acheté par l'entremise d'une offre à commandes gérée par SPAC. Comme pour les services de protection, AMC est tenu d'utiliser les instruments de passation de marchés établis par SPAC, qui n'incluaient pas les entreprises autochtones en 2024-2025.

Afin de promouvoir la pratique consistant à réserver les marchés publics aux entreprises autochtones, l'équipe chargée de la politique des marchés et de la gestion du matériel d'AMC a rédigé une fiche de renseignements sur les considérations autochtones en matière d'approvisionnement. Cette fiche de

renseignements vise à guider et à aider les clients et les agents d'approvisionnement dans la promotion des marchés réservés aux entreprises autochtones, pour que celle-ci soit utilisée efficacement dans le cadre du processus d'approvisionnement. Des messages internes diffusés par AMC en novembre 2024 et en mars 2025 ont souligné l'importance d'atteindre ou de dépasser l'objectif de 5 % de la valeur totale des marchés attribués par le Ministère à des entreprises autochtones. De plus, il a été conseillé aux gestionnaires de centres de fonds d'envisager d'accorder au moins 5 % de leur budget d'approvisionnement fiscal à l'approvisionnement auprès d'entreprises autochtones et d'acheter toutes les fournitures de bureau auprès d'une entreprise autochtone au moyen d'une offre à commandes.

Les membres du personnel ont également été invités à collaborer avec les agents d'approvisionnement pour réserver volontairement certains besoins en biens et services à la concurrence des entreprises autochtones dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones, et à recenser les capacités des entreprises autochtones en utilisant le Répertoire des entreprises autochtones.

Dépenses et ressources humaines

Dans la présente section

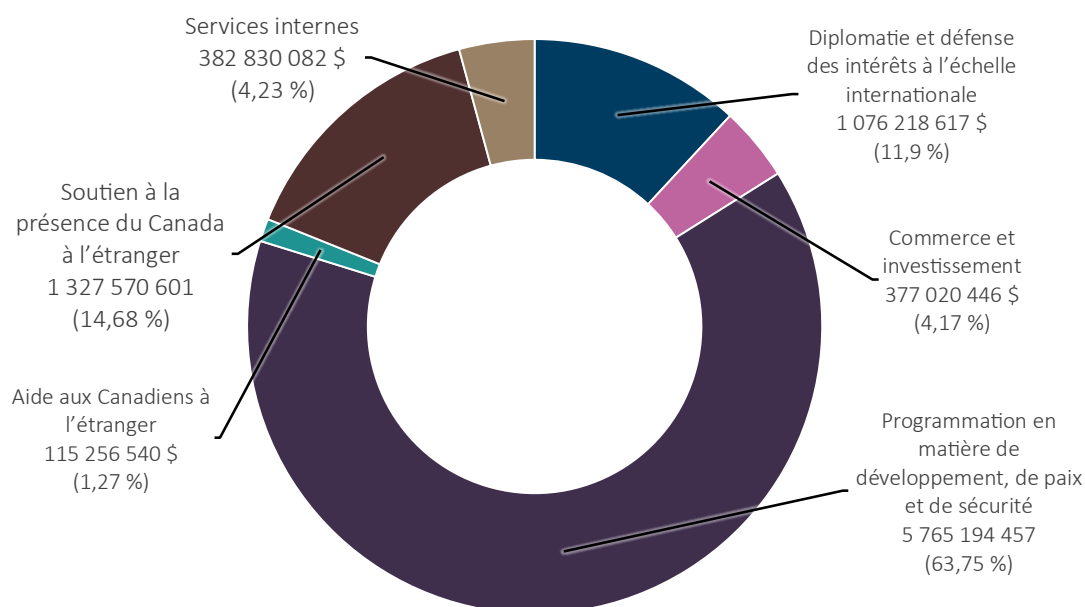
- Dépenses
- Financement
- Faits saillants des états financiers
- Ressources humaines

Dépenses

Cette section présente un aperçu des dépenses prévues et réelles du ministère de 2022-2023 à 2027-2028.

Graphique 1 : Dépenses réelles par responsabilité essentielle en 2024-2025

Le graphique 1 montre les dépenses que le ministère a engagées en 2024-2025 pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et assurer la prestation de ses services internes.



Version texte du graphique 1

Responsabilités essentielles et services internes	Total (dollars)	Pourcentage
Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale	1 076 218 617	11,9 %
Commerce et investissement	377 020 446	4,17 %
Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	5 765 194 457	63,75 %
Aide aux Canadiens à l'étranger	115 256 540	1,27 %
Soutien à la présence du Canada à l'étranger	1 327 570 601	14,68 %
Services internes	382 830 082	4,23 %

Analyse des dépenses réelles

En 2024-2025, Affaires mondiales Canada a dépensé un total de 9,04 milliards de dollars, dont la majeure partie a été consacrée à la réduction de la pauvreté, à l'augmentation des possibilités pour les populations du monde entier, à l'atténuation des souffrances lors des crises humanitaires et à la promotion de la paix et de la sécurité. D'autres ressources financières importantes ont été allouées à la gestion et à la fourniture de ressources, d'infrastructures et de services permettant au Canada de

maintenir sa présence à l'étranger, notamment dans les ambassades, les hauts-commissariats et les consulats.

Recentrer les dépenses gouvernementales

Dans le budget de 2023, le gouvernement s'est engagé à réduire ses dépenses de 14,1 milliards de dollars sur cinq ans à compter de 2023-2024, et de 4,1 milliards chaque année par la suite.

Dans le cadre du respect de cet engagement, Affaires mondiales Canada a identifié les réductions des dépenses suivantes.

- 2024-2025 : 118 718 936 \$
- 2025-2026 : 179 214 936 \$
- 2026-2027 et exercices suivants : 243 374 436 \$ par année

Au cours de l'exercice 2024-2025, Affaires mondiales Canada s'est efforcé à réduire ses dépenses grâce aux mesures suivantes :

- la réduction des dépenses liées aux services professionnels et aux voyages;
- la réduction des dépenses prévues dans le cadre du Programme d'innovation en aide internationale et du Programme de prêts souverains;
- la réduction de certains financements dans le cadre du volet sur la propriété intellectuelle du programme CanExport.

Sommaire du rendement budgétaire

Tableau 24 : Dépenses réelles de trois exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau 24 montre l'argent qu'Affaires mondiales Canada a dépensé au cours de chacun des trois derniers exercices pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et assurer la prestation de ses services internes.

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses 2024-2025	Autorisations totales pouvant être utilisées pour 2024-2025	Dépenses réelles de trois exercices (autorisations utilisées)
Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale	1 020 936 094	1 106 497 732	2022-2023: 930 552 287 2023-2024: 1 006 668 770 2024-2025: 1 076 218 617
Commerce et investissement	420 418 076	42 554 031	2022-2023: 362 397 111 2023-2024: 380 255 841 2024-2025: 377 020 446
Programmation en matière de	5 619 469 815	6 000 869 585	2022-2023: 6 411 859 950 2023-2024: 5 368 772 391

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses 2024-2025	Autorisations totales pouvant être utilisées pour 2024-2025	Dépenses réelles de trois exercices (autorisations utilisées)
développement, de paix et de sécurité			2024–2025: 5 765 194 457
Aide aux Canadiens à l'étranger	73 892 140	115 763 247	2022–2023: 59 037 704 2023–2024: 85 977 299 2024–2025: 115 256 540
Soutien à la présence du Canada à l'étranger	1 333 543 057	1 341 133 894	2022–2023: 1 143 526 320 2023–2024: 1 229 035 508 2024–2025: 1 327 570 601
Sous-total	8 468 259 182	8 991 818 489	25 639 343 842
Services internes	339 834 641	394 328 623	2022–2023: 346 830 255 2023–2024: 387 369 490 2024–2025: 382 830 082
Total	8 808 093 823	9 386 147 112	26 756 373 669

Analyse des dépenses des trois derniers exercices

La diminution des dépenses réelles de 210 millions de dollars de 2022-2023 à 2024-2025 est principalement attribuable à ce qui suit :

- les réponses aux crises mondiales et les initiatives d'aide humanitaire.

Cette diminution a été compensée par une augmentation des dépenses dans les domaines suivants :

- les initiatives mondiales en matière de climat et de biodiversité;
- la promotion et l'avancement des politiques internationales (par exemple, la Politique d'aide internationale féministe du Canada et la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique).

La [section Finances de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements financiers plus détaillés des exercices précédents.

Tableau 25 : Dépenses prévues au cours des trois prochains exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau 25 présente les dépenses prévues d'Affaires mondiales Canada au cours de trois prochains exercices relativement à ses responsabilités essentielles et à ses services internes.

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses prévues 2025-2026	Dépenses prévues 2026-2027	Dépenses prévues 2027-2028
Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale	1 167 720 957	1 029 989 714	1 029 959 720
Commerce et investissement	375 424 770	373 861 611	368 594 358
Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	4 979 923 384	4 261 286 042	4 238 818 978
Aide aux Canadiens à l'étranger	91 259,259	89 288 878	89 247 506
Soutien à la présence du Canada à l'étranger	1 401 936 266	1 358 103 731	1 314 076 409
Sous-total	8 016 264 636	7 112 529 976	7 040 696 971
Services internes	420 825 439	413 720 225	413 546 952
Total	8 437 090 075	7 526 250 201	7 454 243 923

Analyse des dépenses des trois prochains exercices

La diminution de 982,8 millions de dollars dans les dépenses prévues entre 2025-2026 et 2027-2028 est principalement attribuable à ce qui suit :

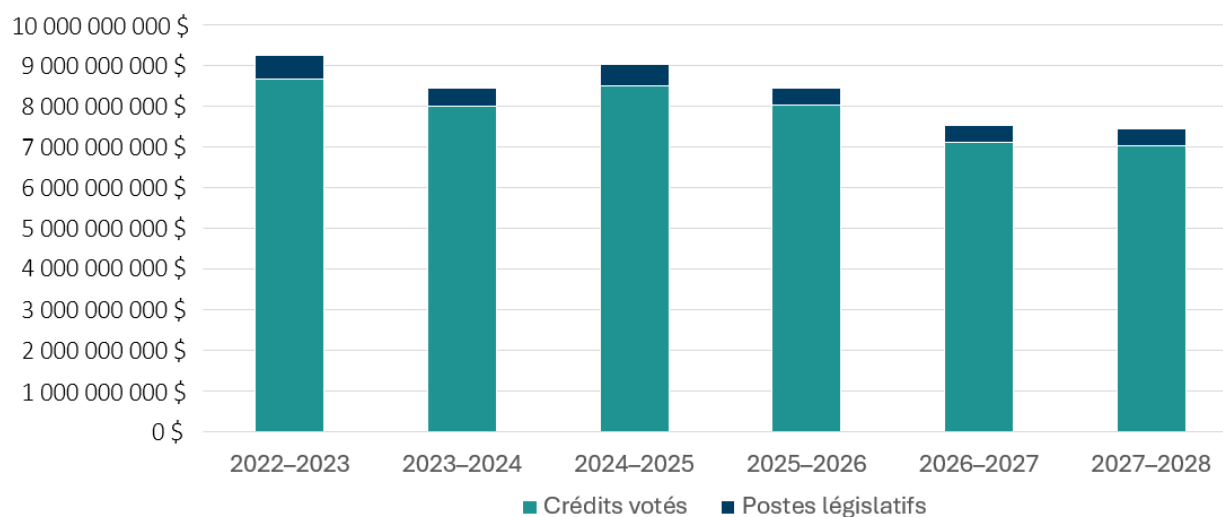
- la fin des initiatives mondiales en matière de climat, de biodiversité et d'aide humanitaire;
- la fin du financement de la présidence canadienne du G7, y compris le Sommet des dirigeants du G7 de 2025 à Kananaskis, en Alberta;
- la réduction du profil de financement des initiatives relatives à l'obligation de diligence;
- les réductions imposées par le budget 2023 résultant de la réorientation des priorités de dépenses du gouvernement.

La [section Finances de l'infographie d'Affaires mondiales Canada dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements financiers plus détaillés liés à des exercices futurs ainsi que l'harmonisation des dépenses d'Affaires mondiales Canada avec les dépenses et les activités du gouvernement du Canada.

Financement

Cette section présente un aperçu du financement voté et législatif du ministère par rapport à ses responsabilités essentielles et à ses services internes. Consultez la [page sur les Budgets et dépenses du gouvernement du Canada](#) pour obtenir de plus amples renseignements sur les autorisations de financement.

Graphique 2 : Financement approuvé (législatif et voté) pour une période de six exercices
Le graphique 2 résume le financement voté et législatif du ministère pour la période de 2022-2023 à 2027-2028.



Version texte du graphique 2

Exercice	Postes législatifs	Crédits votés	Total
2022-2023	594 722 543	8 659 481 084	9 254 203 627
2023-2024	452 472 431	8 005 606 868	8 458 079 299
2024-2025	536 576 435	8 507 514 308	9 044 090 743
2025-2026	407 774 945	8 029 315 130	8 437 090 075
2026-2027	415 182 169	7 111 068 032	7 526 250 201
2027-2028	413 434 317	7 040 809 606	7 454 243 923

Analyse du financement législatif et voté pour une période de six exercices

La diminution des dépenses réelles de 210 millions de dollars de 2022-2023 à 2024-2025 est principalement attribuable à ce qui suit :

- les réponses aux crises mondiales et les initiatives d'aide humanitaire.

Ces diminutions ont été compensées par une augmentation des dépenses dans les domaines suivants :

- les initiatives mondiales en matière de climat et de biodiversité;
- la promotion et l'avancement des politiques internationales (par exemple, la Politique d'aide internationale féministe du Canada et la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique).

La diminution des dépenses de l'ordre de 607 millions de dollars de 2024-2025 à 2025-2026 est principalement attribuable à ce qui suit :

- la fin des initiatives mondiales en faveur du climat et de la biodiversité;
- le retour du financement pour encourager les approches novatrices en matière d'aide internationale.

Ces diminutions de financement ont été compensées par une augmentation des dépenses prévues pour la présidence du G7 en 2025, y compris le Sommet des dirigeants du G7 à Kananaskis, en Alberta.

La diminution de 982,8 millions de dollars dans les dépenses prévues de 2025-2026 à 2027-2028 est principalement attribuable à ce qui suit :

- la fin des initiatives mondiales en matière de climat, de biodiversité et d'aide humanitaire;
- la fin du financement de la présidence canadienne du G7, y compris le Sommet des dirigeants du G7 de 2025 à Kananaskis, en Alberta;
- la réduction du profil de financement des initiatives relatives à l'obligation de diligence;
- les réductions imposées par le budget 2023 résultant de la réorientation des priorités de dépenses du gouvernement.

Consultez les [Comptes publics du Canada](#) pour en savoir plus sur les dépenses votées et législatives d'Affaires mondiales Canada.

Faits saillants des états financiers

Les [états financiers](#) (non audités) d'Affaires mondiales Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 2025.

Tableau 26 : État condensé des résultats (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 (en dollars)
Le tableau 26 résume les charges et les revenus pour 2024-2025 qui affectent le coût de fonctionnement avant le financement du gouvernement et les transferts.

Renseignements financiers	Résultats réels 2024-2025	Résultats prévus 2024-2025	Différence (réels moins prévus)
Total des charges	8 095 821 000	8 711 040 000	(615 219 000)
Total des revenus	67 755 000	62 707 000	5 048 000
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	8 028 066 000	8 648 333 000	(620 267 000)

Analyse des charges et des revenus pour 2024-25

Les renseignements sur les résultats prévus pour 2024-2025 sont fournis dans l'état des résultats prospectif et notes 2024-2025 du Ministère. Les dépenses totales du Ministère ont été inférieures aux résultats prévus, tandis que les revenus ont été supérieurs aux résultats prévus, ce qui s'explique par les écarts découlant des estimations et des hypothèses utilisées pour la préparation de l'état des résultats prospectif par rapport aux résultats réels.

Les renseignements sur les résultats prévus pour 2024-2025 proviennent de [l'état des résultats prospectif et les notes de 2024-2025](#) d'Affaires mondiales Canada.

Tableau 27 : État condensé des résultats (non audité) pour les exercices 2023-2024 et 2024-2025
Le tableau 27 résume les charges et les revenus réels et montre le coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts.

Renseignements financiers	Résultats réels 2024-2025	Résultats réels 2023-2024	Différence (2024-2025 moins 2023-2024)
Total des charges	8 095 821 000	7 507 616 000	588 205 000
Total des revenus	67 755 000	62 990 000	4 765 000
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	8 028 066 000	7 444 626 000	583 440 000

Analyse des différences de charges et de revenus entre 2023-24 et 2024-25

Les dépenses totales du Ministère ont augmenté de 588 millions de dollars (ou 8 %) par rapport à 2023-2024, ce qui s'explique principalement par :

- une hausse des subventions versées de l'ordre de 505 millions de dollars, principalement en raison de ce qui suit :
 - une augmentation de 369 millions de dollars en subventions provenant de l'aide internationale au développement pour le financement de programmes multilatéraux. Des augmentations significatives pour les fournisseurs suivants, compensées par une diminution de 40 millions de dollars pour Gavi :
 - Banque internationale pour la reconstruction et le développement (296 millions de dollars),
 - Fonds vert pour le climat (88 millions de dollars),
 - Nutrition International (57 millions de dollars);
 - une augmentation de 123 millions de dollars en subventions à l'appui du financement du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix. Augmentations importantes pour les fournisseurs suivants :

- Nations Unies (100 millions de dollars),
- Groupe de consultation sur les mines (12 millions de dollars),
- Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (4 millions de dollars);
- l'augmentation restante de 13 millions de dollars est attribuable à des augmentations de moindre valeur;
- une augmentation de 45 millions de dollars dans les frais de transport en raison d'une augmentation des vols nolisés payés pour l'évacuation des Canadiens à l'étranger en raison de conflits et de l'instabilité politique et d'une augmentation des frais de réinstallation conformément aux Directives sur le service extérieur;
- une augmentation de 42 millions de dollars dans les salaires et les avantages sociaux en raison de rajustements à la rémunération des employés recrutés sur place;
- une diminution restante de 4 millions de dollars attribuable à une combinaison d'éléments de moindre valeur.

Les recettes totales du Ministère ont augmenté de 5 millions de dollars (ou 8 %) par rapport à 2023-2024, ce qui s'explique par une combinaison d'éléments de moindre valeur.

Tableau 28 : État condensé de la situation financière (non audité) au 31 mars 2025 (en dollars)
Le tableau 28 fournit un résumé des montants que le ministère doit ou doit dépenser (passifs) et de ses ressources disponibles (actifs), ce qui aide à déterminer la capacité du ministère à mettre en œuvre des programmes et des services.

Renseignements financiers	Exercice en cours (2024-2025)	Exercice précédent (2023-2024)	Différence (2024-2025 moins 2023-2024)
Total des passifs nets	909 557 000	1 058 895 000	(149 338 000)
Total des actifs financiers nets	678 100 000	833 837 000	(155 737 000)
Dette nette du ministère	231 457 000	225 058 000	6 399 000
Total des actifs non financiers	2 052 517 000	1 916 958 000	135 559 000
Situation financière nette du ministère	1 821 060 000	1 691 900 000	129 160 000

Analyse du passif et de l'actif du département depuis le dernier exercice fiscal

Le passif net total du Ministère a diminué de 149 millions de dollars (ou 14 %) par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par :

- une diminution de 176 millions de dollars des comptes à payer, étant donné que le Ministère est plus efficace dans la signature et le versement des paiements de transfert au cours des dix premiers mois de l'année;

- une augmentation de 22 millions de dollars des charges à payer au titre de la provision pour réclamations et les causes en instance et imminentes après consultation avec les conseillers juridiques du Ministère;
- une dernière augmentation de 5 millions de dollars attribuable à une combinaison d'éléments de moindre valeur.

Le total net des actifs financiers du Ministère a diminué de 156 millions de dollars (ou 19%) par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par :

- une diminution de 189 millions de dollars du montant à recevoir du Trésor, qui se traduit principalement par une diminution des comptes à payer;
- une augmentation restante de 33 millions de dollars en raison d'une combinaison d'éléments de moindre valeur.

Le total des actifs non financiers du Ministère a augmenté de 136 millions de dollars (ou 7 %) par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par :

- des acquisitions totalisant 188 millions de dollars, l'augmentation la plus importante étant liée au projet de rénovation de l'édifice Lester B. Pearson;
- une charge d'amortissement de 43 millions de dollars, ce qui représente une légère baisse de 2 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent;
- la diminution restante de 9 millions de dollars est attribuable aux aliénations et aux radiations au cours de l'exercice.

Ressources humaines

Cette section présente un aperçu des ressources humaines réelles et prévues du ministère pour la période de 2022-2023 à 2027-2028.

Tableau 29 : Ressources humaines réelles pour les responsabilités essentielles et les services internes

Le tableau 29 présente un résumé des ressources humaines, en équivalents temps plein, qui sont associées aux responsabilités essentielles et aux services internes d'Affaires mondiales Canada pour les trois derniers exercices.

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels 2022-2023	Équivalents temps plein réels 2023-2024	Équivalents temps plein réels 2024-2025
Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale	2 447	2 465	2 616
Commerce et investissement	2 069	2 149	2 127
Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	1 137	1 243	1 192
Aide aux Canadiens à l'étranger	387	547	587

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels 2022-2023	Équivalents temps plein réels 2023-2024	Équivalents temps plein réels 2024-2025
Soutien à la présence du Canada à l'étranger	4 619	4 771	4 681
Sous-total	10 659	11 175	11 203
Services internes	1 901	1 974	1 982
Total	12 560	13 149	13 185

Analyse des ressources humaines des trois derniers exercices

De 2022-2023 à 2024-2025, le nombre total d'équivalent temps plein (ETP) d'Affaires mondiales Canada a augmenté de 625 (+ 5 %) en vue d'offrir de nouveaux programmes et de nouvelles initiatives financés à l'appui du mandat et des priorités du Ministère.

L'augmentation du nombre d'ETP de 2022-2023 (12 560 ETP) à 2024-2025 (13 185 ETP) témoigne du nombre d'ETP prévu pour les initiatives nouvellement financées, ainsi que les ajustements liés aux initiatives qui prennent fin.

Les initiatives nouvellement financées visaient principalement à faire ce qui suit :

- faire progresser les priorités étrangères, y compris la Stratégie pour l'Indo-Pacifique et la présidence du G7;
- renforcer les capacités diplomatiques et consulaires;
- soutenir la paix, la sécurité et l'application des sanctions;
- participer à l'Expo 2025 d'Osaka;
- améliorer l'efficacité opérationnelle (par exemple, les activités d'AMC et l'Initiative de transformation des subventions et des contributions).

Le nombre d'ETP pour ces nouvelles initiatives a été compensé par des réductions liées à la diminution des initiatives et aux initiatives qui prennent fin, telles que :

- l'aide humanitaire et l'aide à la réinstallation pour les populations déplacées (par exemple, les Ukrainiens et les Rohingyas);
- les opérations de paix et de consolidation de la paix des Nations Unies;
- l'obligation de diligence pour assurer la sécurité et le mieux-être du personnel canadien à l'étranger;
- la Stratégie d'exportation créative.

Tableau 30 : Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes

Le tableau 30 présente les équivalents temps plein prévus pour les responsabilités essentielles et les services internes d'Affaires mondiales Canada au cours des trois prochains exercices. Les ressources humaines pour l'exercice en cours sont prévues en fonction des données de l'exercice à ce jour.

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus en 2025-2026	Équivalents temps plein prévus en 2026-2027	Équivalents temps plein prévus en 2027-2028
Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale	2 806	2 586	2 571
Commerce et investissement	2 064	2 058	2 055
Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	1 201	1 183	1 172
Aide aux Canadiens à l'étranger	489	486	487
Soutien à la présence du Canada à l'étranger	4 719	4 717	4 716
Sous-total	11 279	11 030	11 001
Services internes	1 956	1 944	1 946
Total	13 235	12 974	12 947

Analyse des ressources humaines pour les trois prochains exercices

De 2025-2026 à 2027-2028, le nombre d'ETP d'Affaires mondiales Canada a diminué de 288 (-2 %). La variation d'une année à l'autre du nombre d'ETP est principalement attribuable aux éléments suivants :

- la fin du financement de la présidence du G7, y compris le Sommet des dirigeants du G7 de 2025 au Canada;
- la fin des programmes internationaux du Canada en matière de biodiversité le 31 mars 2026
- la fin du financement des opérations de paix et de consolidation de la paix des Nations Unies
- la fin du financement du Fonds de lutte contre les changements climatiques
- la fin du financement de la participation du Canada à l'Expo 2025 d'Osaka
- la fin du financement pour la protection des prochaines élections au Canada
- la réduction du financement de l'initiative relative à l'obligation de diligence
- la réduction du financement lié à la capacité et au rôle de chef de file du Canada en matière de sanction

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le [site Web d'Affaires mondiales Canada](#) :

- Détails sur les programmes de paiement de transfert
- Analyse comparative entre les sexes plus
- Initiatives horizontales
- Réponse aux comités parlementaires et aux audits externes

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au système fiscal pour atteindre des objectifs de politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'imposition, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#). Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, dont des descriptions, des objectifs, des données historiques et des renvois aux programmes de dépenses fédérales connexes ainsi qu'aux évaluations et aux résultats de l'ACS Plus liés aux dépenses fiscales.

Renseignements ministériels

Profil du ministère

Ministres de tutelle : L'honorable Anita Anand, Ministre des Affaires étrangères; L'honorable Maninder Sidhu, Ministre du Commerce international; L'honorable Dominic LeBlanc, Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre responsable du Commerce Canada–États-Unis, des Affaires intergouvernementales, du Commerce intérieur et de l'Unité de l'économie Canadienne; L'honorable Randeep Sarai, Secrétaire d'État (Développement international)

Administrateurs généraux/administratrices générales: David Morrison, Sous-ministre des Affaires étrangères; Rob Stewart, Sous-ministre du Commerce international; Christopher MacLennan, Sous-ministre du Développement international.

Portefeuille ministériel : Affaires mondiales Canada. Les entités fédérales suivantes fonctionnent de manière indépendante et rendent compte au Parlement par l'intermédiaire des ministres des Affaires mondiales du Canada : la Corporation commerciale canadienne, Exportation et développement Canada, le Centre de recherches pour le développement international et Investir au Canada.

Instrument(s) habilitant(s) : [Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, L.C. 2013, ch. 33, art. 174](#)

Année de constitution ou de création : 1909

Coordonnées du ministère

Adresse postale : Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Canada

Numéro de téléphone : 1-800-267-8376 (sans frais au Canada);
613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

ATS : Si vous avez une déficience auditive, ou si vous avez un trouble de la parole et que vous utilisez un téléphone à texte, vous pouvez accéder au service TTY de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le 613-944-9136 (au Canada seulement).

Télécopieur : 613-996-9709

Adresse courriel : engserv@international.gc.ca

Site(s) Web : <http://www.international.gc.ca/>

Définitions

analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) (gender-based analysis plus [GBA Plus])

Outil analytique qui aide à comprendre les répercussions des politiques, des programmes et des initiatives sur différentes personnes. Le fait d'appliquer l'ACS Plus aux politiques, aux programmes et aux initiatives permet de déterminer les différents besoins des personnes touchées, les façons d'être plus réceptif et inclusif ainsi que les méthodes permettant de prévoir et d'atténuer les obstacles potentiels à l'accès ou au bénéfice de l'initiative. L'ACS Plus va au-delà des différences biologiques (sexe) et socioculturelles (genre) pour prendre en compte d'autres facteurs tels que l'âge, le handicap, l'éducation, l'ethnicité, la situation économique, la géographie (y compris la ruralité), la langue, la race, la religion et l'orientation sexuelle.

cadre ministériel des résultats (departmental results framework)

Cadre qui établit un lien entre les responsabilités essentielles et les résultats ministériels ainsi que les indicateurs de résultat ministériel d'un ministère.

cible (target)

Objectif quantitatif ou qualitatif, mesurable, qu'un ministère, un programme ou une initiative envisage d'atteindre dans un délai déterminé.

crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et en capital, paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers ainsi que paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses non budgétaires (non-budgetary expenditures)

Dépenses et recettes nettes liées aux prêts, aux placements et aux avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le budget principal des dépenses. La détermination des

dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son Plan ministériel et son Rapport sur les résultats ministériels.

dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

Entreprise autochtone (Indigenous business)

Dans le cas d'un rapport sur les résultats ministériels, il s'agit de toute entité qui répond aux critères de Services aux Autochtones Canada, à savoir être détenue et gérée par des aînés, des conseils de bande et des conseils tribaux, être inscrite dans le [Répertoire des entreprises autochtones](#) ou être inscrite sur une liste d'entreprises bénéficiaires de traités modernes.

équivalent temps plein (full-time equivalent)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne dans un budget ministériel. Le calcul d'un équivalent temps plein correspond au nombre des heures de travail d'un employé divisé par le nombre d'heures d'une semaine de travail à temps plein d'un employeur. Par exemple, un employé qui travaille 20 heures pendant une semaine de travail normale de 40 heures représente un équivalent temps plein de 0,5.

indicateur de rendement (performance indicator)

Mesure qualitative ou quantitative qui évalue les progrès réalisés en vue d'atteindre un résultat au niveau d'un ministère ou d'un programme, ou les produits ou résultats attendus d'un programme, d'une politique ou d'une initiative.

indicateur de résultat ministériel (departmental result indicator)

Mesure quantitative ou qualitative qui évalue les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

initiative horizontale (horizontal initiative)

Un programme, un projet ou une autre initiative dans le cadre desquels deux ou plusieurs ministères fédéraux reçoivent des fonds pour travailler conjointement pour atteindre un résultat commun généralement lié à une priorité gouvernementale, et dans le cadre duquel les ministres concernés conviennent de le désigner comme horizontal. Des exigences particulières en matière de rapports doivent être respectées, notamment celle imposée au ministère responsable de rendre compte des résultats ministériels et des dépenses regroupés.

plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment un ministère entend respecter ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

plan ministériel (Departmental Plan)

Rapport qui décrit les activités prévues et le rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits parlementaires au cours d'une période de trois ans. Les plans ministériels sont habituellement présentés au Parlement au printemps.

priorité ministérielle (departmental priority)

Plan, projet ou activité sur lequel un ministère met l'accent et dont il rendra compte au cours d'une période de planification particulière. Il s'agit de ce qui importe le plus ou ce qui doit être réalisé en premier en vue d'obtenir les résultats ministériels attendus.

priorités pangouvernementales (government priorities)

Dans le rapport sur les résultats ministériels de 2024-2025, les priorités du gouvernement sont les thèmes généraux qui définissent le programme du gouvernement comme il a été annoncé dans le [discours du Trône de 2021](#).

programme (program)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein d'un ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de service.

rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)

Rapport qui présente les réalisations d'un ministère par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

rendement (performance)

Ce qu'un ministère a fait en utilisant ses ressources pour atteindre ses résultats, dans quelle mesure ces résultats correspondent aux objectifs du ministère et dans quelle mesure les leçons apprises ont été déterminées.

répertoire des programmes (program Inventory)

Une liste qui recense tous les programmes du ministère et les ressources qui contribuent à l'exercice des responsabilités essentielles du ministère et à la réalisation de ses résultats.

responsabilité essentielle (core responsibility)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les résultats ministériels énumérés pour une responsabilité essentielle correspondent aux résultats que le ministère cherche à obtenir ou sur lesquels il souhaite exercer une influence.

résultat (result)

Un résultat ou un produit lié aux activités d'un ministère, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative.

résultat ministériel (departmental result)

Résultat de haut niveau lié aux responsabilités essentielles d'un ministère.